

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2020

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
AVANT-PROPOS	2
ABREVIATIONS ET SIGLES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES ENCADRES	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	13
1.1. Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1. Exportations de biens	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	21
1.1.2. Importations de biens.....	22
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	23
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	24
1.2. Balance des services	25
1.2.1. Transports	26
1.2.2. Voyages	26
1.2.3. Autres services	26
1.3. Compte du revenu primaire.....	27
1.4. Compte du revenu secondaire.....	28
II. COMPTE DE CAPITAL	29
III. COMPTE FINANCIER	29
IV. CAPITAUX MONETAIRES	31
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	32
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	32
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	33
CONCLUSION	35
ANNEXES	37

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements (CNBP). Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le CNBP est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2020¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont présentées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourra s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger à l'adresse suivante :

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91/92, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire utilisée est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BPT	Balance des Paiements en terme de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
CNBP	Comité National de la Balance des Paiements
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FED	Fonds Européen de Développement
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 ^e Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 12
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens.....	page 15
Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 17
Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 21
Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 23
Tableau 7 : Evolution de la balance des services.....	page 25
Tableau 8 : Evolution du poste « transports ».....	page 26
Tableau 9 : Evolution du poste « voyages ».....	page 26
Tableau 10 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 26
Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 27
Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 28
Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 28
Tableau 14 : Evolution du compte de capital.....	page 29
Tableau 15 : Evolution du compte financier.....	page 29
Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 31
Tableau 17 : Evolution des créances et engagements extérieurs des banques.....	page 32
Tableau 18 : Evolution des Actifs Extérieurs Nets (AEN).....	page 32
Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2019 et 2020.....	page 33
Tableaux annexes.....	page 38

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Canaux de transmission et impacts de la Covid-19 sur l'économie nigérienne.....	page 14
Encadré 2 : Mesures économiques prises contre la pandémie de la Covid-19	page 19
Encadré 3 : Mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social à fin 2020.....	page 30

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2010 à 2020.....page 13

Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante de 2010 à 2020.....page 14

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2010 à 2020..... page 16

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2010 à 2020page 16

Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits de 2010 à 2020.....page 17

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2010 à 2020.....page 18

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2019 et 2020.....page 21

Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2019 et 2020.....page 23

Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2010 à 2020.....page 21

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2019 et 2020.....page 24

Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2019 et 2020.....page 25

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2010 à 2020..... page 30

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2020...page 34

RESUME

En 2020, l'environnement économique et financier international a été affecté par la crise de la Covid-19 et ses conséquences économiques et financières majeures. Il s'est également ressenti des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que des incertitudes liées aux élections américaines. Selon les estimations du FMI publiées en octobre 2021, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti négatif à -3,1% en 2020 contre 2,8% en 2019. Les économies avancées ont enregistré une croissance négative de -4,5% en 2020 contre 1,6% en 2019. Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à -2,1% en 2020 contre 3,6% en 2019.

Au plan national, la situation économique a été également marquée par la crise sanitaire mondiale de la pandémie de la Covid-19, la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et celle du Programme Economique et Financier (PEF 2017-2020) avec le FMI, dans un contexte sécuritaire demeuré préoccupant. Elle s'est également ressentie de l'organisation des premières échéances électorales dans le pays. Ainsi, le taux de croissance réel est ressorti à 3,6% en 2020 contre 5,9% en 2019.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 80.036 millions en 2020, après un excédent de 317 935 millions enregistré en 2019.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accru de 13,4%, imputable principalement à la balance des biens et services et au compte du revenu secondaire.

La dégradation du déficit commercial entre 2019 et 2020 résulte de la hausse des importations, conjuguée à une baisse des exportations. Les exportations ont connu une baisse de 2,6%, en raison principalement de la contraction des ventes des produits agropastoraux et pétroliers, malgré l'accroissement des expéditions uranifères et aurifères. Concernant les importations, une poursuite des commandes, bien que morose, de biens d'équipement et intermédiaires imputable notamment aux travaux de construction d'infrastructures publiques et privées ainsi que des kits et médicaments dans le cadre de la gestion de la Covid-19 a été enregistrée. Ainsi, les achats extérieurs de biens ont enregistré une hausse de 4,2% par rapport à l'année 2019.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé en 2020, en ligne avec la progression des dépenses en fret et assurance induite par la hausse des importations, conjuguée à la baisse des recettes touristiques du fait de la pandémie, des recettes de télécommunications liées au roaming et des transports de voyageurs.

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 6.719 millions, en liaison principalement avec la baisse de l'excédent des rémunérations des salariés.

La balance du revenu secondaire s'est établie à 343.381 millions en 2020 contre 368.425 millions un an plus tôt, en rapport avec la baisse des transferts publics et privés, notamment les aides budgétaires et les réceptions des ONG.

Quant au compte de capital, son solde s'est situé à 405.983 millions en 2020 contre 369.790 millions en 2019, imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -873.947 millions en 2019 à -563.622 millions en 2020, en lien avec la chute des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille.

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

En 2020, l'environnement économique et financier international a été affecté par la crise de la Covid-19 et ses conséquences économiques et financières majeures. Il s'est également ressenti des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que des incertitudes liées aux élections américaines. Selon les estimations du FMI, publiées en octobre 2021, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti négatif à -3,1% en 2020 contre 2,8% en 2019.

Les économies avancées ont enregistré une croissance négative de -4,5% en 2020 contre 1,6% en 2019. Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est contractée de 3,4%, après une réalisation de 2,2% en 2019. En Zone euro, la croissance a été également négative, en ressortant à -6,3% en 2020 après 1,3% en 2019.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à -2,1% en 2020 contre 3,6% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de -7,3% en 2020 contre 4,2% en 2019. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à -4,1% en 2020 après 1,4% en 2019. En Russie, l'accroissement de l'activité économique s'est établi à -3,0% en 2020 contre 1,3% en 2019. L'Afrique subsaharienne a enregistré un recul du produit intérieur brut de -1,7% en 2020 contre 3,2% un an plus tôt. Le Nigeria a connu une récession avec un recul de l'activité de -1,8% en 2020 après une hausse de 2,2% en 2019. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré un recul de -6,4% de son PIB en 2020 contre 0,2% en 2019.

S'agissant des produits de base, les cours se sont ressentis de l'ampleur de la crise économique mondiale en 2020 conjuguée aux effets des tensions commerciales internationales. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 1,2% en 2020 après 0,16% en 2019, imputable aux produits non énergétiques avec notamment les huiles (+22,9%), le cacao (+1,4%), l'uranium (+13,5%), l'or (+27,0%) et le bois grume (+1,1%). Les baisses enregistrées par les prix des produits énergétiques (-32,3%) et de certains produits non énergétiques tels que le café (-7,9%), la noix de cajou (-41,2%), le coton (-5,6%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%) et les phosphates (-13,6%) ont exercé un effet modérateur.

Les prix des principaux produits alimentaires importés ont maintenu leur rythme de progression (+3,3% en 2020, après +5,2% en 2019). La hausse des prix constatée concerne l'ensemble des produits, hormis le maïs (-5,6%). Il s'agit notamment du riz (+12,7%), du blé (+10,4%), de l'huile de soja (+6,7%) et du sucre (+2,1%).

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées. En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 2,0% en 2020 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a connu un bond significatif de 28,3%, en lien avec le recours accru aux nouvelles technologies de l'information pendant la pandémie. L'EuroStoxx 50 s'est replié de 4,8% par rapport à son niveau moyen de 2019, s'établissant à 3.271,7 points en 2020. En revanche, au Japon, l'indice NIKKEI a progressé de 4,6% pour se situer à un niveau moyen de 22.683,8 points en 2020. Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont connu des évolutions à la baisse au cours de l'année 2020. En moyenne annuelle, les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont enregistré des baisses respectives de 14,7% et 6,3%. L'indice FTSE / JSE All Share de l'Afrique du Sud s'est replié de 5,2%, dans un contexte de crise économique. Dans la Zone UEMOA, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont repliés respectivement de 17,2% et 14,8%.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

Les économies de l'UEMOA ont évolué, au cours de l'année 2020, dans un environnement international marqué par les effets négatifs de la pandémie du coronavirus (Covid-19) sur la planète et par la persistance des tensions commerciales au niveau mondial. Au niveau interne, l'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel et la fermeture des frontières.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 1,8% en 2020 après 5,7% en 2019, du fait de la baisse de l'activité économique, notamment dans les secteurs manufacturier, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. Les contributions sectorielles sont ressorties à 0,7 point, 0,3 point et 0,8 point, respectivement pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Par pays, la croissance économique est ressortie à 2,8% au Bénin, 2,5% au Burkina Faso, 2,0% en Côte d'Ivoire, -1,4% en Guinée-Bissau, -1,20% au Mali, 3,6% au Niger, 1,5% au Sénégal et 1,8% au Togo.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019. La hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec, d'une part, la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2019/2020 et, d'autre part, les perturbations des circuits de distribution induites par la pandémie de la Covid-19. Le renchérissement des produits alimentaires a été noté principalement pour les céréales locales au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les légumes frais ainsi que les tubercules et plantains dans la plupart des pays.

En 2020, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 1,5 point de pourcentage. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du

Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 11,2 et 7,9 points de pourcentage.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

La situation économique au plan national a été marquée par la crise sanitaire mondiale de la pandémie de la Covid-19, la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et celle du Programme Economique et Financier (PEF 2017-2020) avec le FMI ainsi que la gestion du contexte sécuritaire. Elle s'est également ressentie de l'organisation des premières échéances électorales dans le pays. Ainsi, le taux de croissance réel est ressorti à 3,6% en 2020 contre 5,9% en 2019.

Après la faible performance enregistrée en 2019 (+2,7%), la croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole s'est accélérée de 6,6 points de pourcentage, pour ressortir à 9,5% en 2020, en raison d'une campagne agricole plus favorable que la précédente, confortée par la poursuite de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles.

La situation agricole a été aussi marquée par la progression de la production agricole suite à une campagne hivernale favorable sur la majeure partie du territoire, nonobstant des nids d'inondations, renforcée par la vulgarisation de nouvelles variétés semencières et l'adoption des techniques innovantes de production (vulgarisation des engrais chimiques et des tracteurs) ainsi que de l'amélioration de l'efficacité des investissements agricoles et pastoraux. Quant à la filière de forêts et pêche, elle serait affectée par la poursuite de l'exécution de nombreux projets dans le sous-secteur. Au total, la valeur ajoutée du secteur primaire augmenterait de 7,7% contre 3,4% un an plus tôt.

Le secteur secondaire, marqué principalement par la décroissance des productions extractives (-1,1%) et la morosité des industries manufacturières (+3,3%) et des BTP (+2,9%), a enregistré une croissance de 1,7%, en lien avec un relâchement des activités d'extraction du pétrole brut et de raffinage en raison de la Covid-19, malgré une amélioration du niveau des activités de production du ciment par Malbaza Cement Company (MCC).

L'orientation de la conjoncture dans les secteurs précités a plombé l'essor du secteur tertiaire avec une valeur ajoutée réelle qui s'est accrue de 2,3%. Cette contre performance des services s'explique, pour l'essentiel, par la baisse des transports et entreposages (-2,6%), des services d'hébergement (-1,3%), contrée par une résilience des activités commerciales (+3,1%), des télécommunications (+6,9%) et des autres services marchands (+2,7%), dans un contexte de pandémie de la Covid-19.

Du côté de la demande, cette croissance a été tirée essentiellement par les investissements (+4,3%) et la consommation finale (+4,5%), contrastée par l'évolution des exportations nettes (-6,2%).

En ce qui concerne l'évolution des prix en 2020, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à +2,9% contre -2,5% en 2019, légèrement en dessous de la norme maximale de 3% fixée dans le cadre du suivi des critères de convergence. Cette hausse des prix est liée essentiellement à celle des tarifs des «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées».

La situation des finances publiques à fin décembre 2020 s'est caractérisée par une dégradation des indicateurs budgétaires, induite par les chocs sécuritaire et sanitaire. Les recettes et les dépenses totales se sont situées à 852,4 milliards et 1809,7 milliards. Il en résulte un déficit global, base engagements, de 957,3 milliards contre 783,3 milliards à fin décembre 2019.

Le déficit budgétaire, base caisse, ressort à 935,2 milliards. Ce gap a été résorbé grâce à la mobilisation de 922,0 milliards de ressources extérieures et à un financement intérieur net de 13,2 milliards. En conséquence, le déficit budgétaire, dons compris, est passé de 3,5% en 2019 à 5,2% du PIB en 2020.

L'évolution de la situation monétaire au 31 décembre 2020 s'est traduite par une baisse des actifs extérieurs nets et une expansion de la masse monétaire ainsi que des créances intérieures.

A fin décembre 2020, les créances intérieures ont progressé de 25,3% en variation relative par rapport au mois de décembre 2019, pour ressortir à 1.237,9 milliards. Cette évolution résulte d'une amélioration des créances sur l'économie de 8,6% pour se fixer à 1.044,5 milliards, en lien avec les financements nets accordés aux particuliers et aux entreprises appuyés par le mécanisme de report d'échéances consenti à la clientèle des établissements de crédit ainsi que de l'impact des concours de la Banque Centrale en faveur du système bancaire dans le cadre de son soutien à la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Quant à la masse monétaire, reflétant l'évolution de ses contreparties, elle a enregistré une hausse de 17,0% en valeur relative par rapport au mois de décembre 2019, pour ressortir à 1.516,2 milliards à fin décembre 2020.

Cette situation est consécutive à la consolidation des dépôts en banque (+21,9%) et de la circulation fiduciaire (+9,9%) expliquée par les activités liées au déroulement des activités électorales, ainsi que la constitution d'encaisses de précaution, notamment au niveau des ménages, en lien avec les incertitudes engendrées par la pandémie de la Covid19. La hausse des dépôts, quant à elle, traduit le ralentissement des activités économiques provoqué par le coronavirus, ayant induit un accroissement de la préférence des entrepreneurs aux actifs plus liquides.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 80.036 millions en 2020, après un excédent de 317.935 millions enregistré en 2019.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2010 à 2020 fait apparaître les évolutions suivantes :

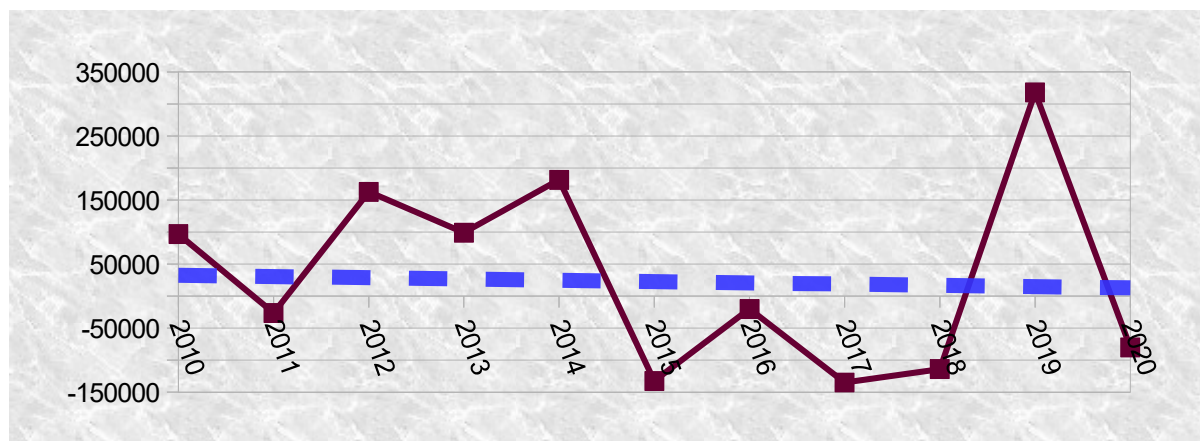
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de FCFA)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Solde	96 588	-28 074	162 685	99 053	181 363	-132 646	-20 243	-134 978	-113 930	317 935	-80 036

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, reflétant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs et du cours du Naira, la monnaie nigériane.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2010 à 2020



Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2019 et 2020 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2020 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accru de 13,4%, en passant de 921.310 millions en 2019 à 1.045.111 millions en 2020, comme l'indique le tableau 2, ci-après. Cette évolution est imputable principalement à la détérioration de la balance des biens et services ainsi que du revenu secondaire, induite par la pandémie de la Covid-19.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes (Montants en millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Biens et services	-768 467	-874 017	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759
Biens	-405 479	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533
Services	-362 989	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227
Revenu primaire	-96 694	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733
Revenu secondaire	164 903	239 504	270 091	368 425	343 381
Solde du compte courant	-700 258	-739 971	-902 614	-921 310	-1 045 111
Solde du compte courant (hors dons)	-766 458	-857 871	-1 028 282	-1 114 410	-1 208 874
PIB Nominal	6 162 424	6 494 705	7 114 526	7 567 893	7 909 345
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-12,4%	-13,2%	-14,5%	-14,7%	-15,3%

Sources : BCEAO et INS

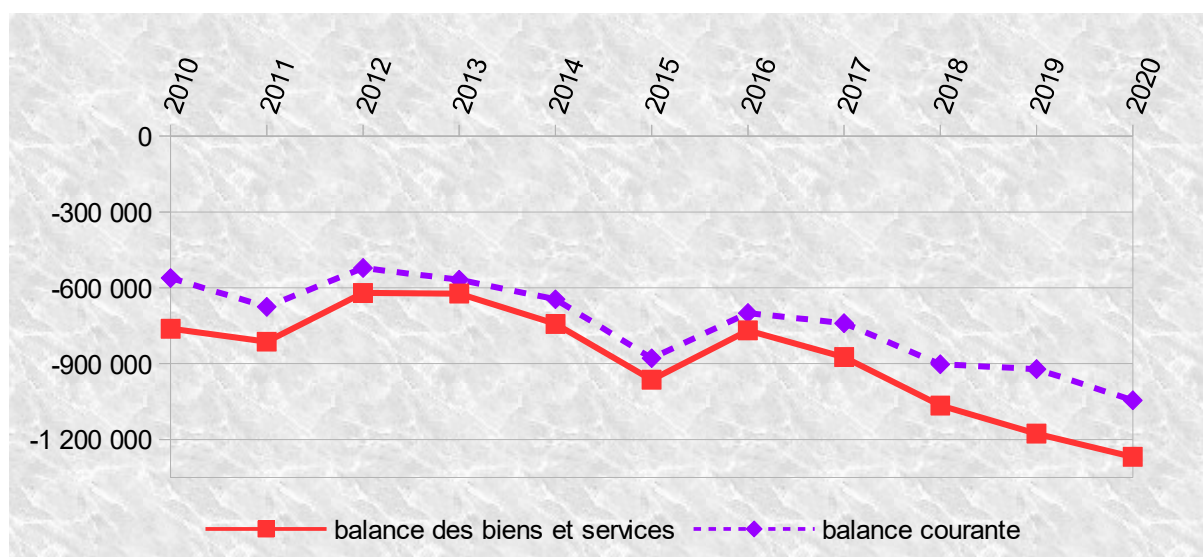
Quant au ratio du déficit courant hors dons rapporté au PIB, il s'est accru de 0,6 point de pourcentage (pp) pour ressortir à 15,3% en 2020 contre 14,7% en 2019. Cette situation traduit pour l'essentiel le ralentissement de l'activité économique et le renforcement des

restrictions aux échanges occasionnées par les mesures de lutte contre la pandémie de la COVID-19, ayant entraîné des retards d'acheminement des équipements nécessaires aux travaux d'infrastructures publiques et privées, la chute des recettes de voyage et des exportations des produits agropastoraux.

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, traduisant ainsi l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger.

La consommation des autres services par les entreprises résidentes, tels que les services de télécommunications, d'informatique et de construction, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics, impacte le solde courant au Niger, dans un contexte de mise en œuvre du PDES.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante de 2010 à 2020 (montants en millions de FCFA)



Source : BCEAO

Encadré 1 : Canaux de transmission et impacts de la Covid-19 sur l'économie nigérienne

La crise de la Covid-19 a eu des conséquences négatives sur la croissance économique, les revenus des ménages et des entreprises, les finances publiques et les échanges extérieurs du Niger, en raison des mesures prises pour l'endiguer notamment l'instauration du couvre-feu, l'isolement de la ville de Niamey et la fermeture des frontières terrestres et aériennes.

Les canaux de transmission à l'économie de cette crise sanitaire sont : le commerce de biens, les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, des bâtiments et travaux publics, les activités des agences de voyage, les entreprises du secteur des transports, du commerce et de l'industrie, le secteur artisanal, les réceptions de fonds des ONG, les investissements directs étrangers ainsi que les investissements publics et privés.

En effet, le secteur secondaire a été plombé par les productions pétrolière et manufacturière du fait de la baisse de la demande induite par les mesures susmentionnées, nonobstant un regain du niveau de distribution d'eau et d'électricité. S'agissant du secteur tertiaire, l'impact de la pandémie se ressentirait au niveau de toutes ses branches.

Quant au secteur extérieur, la balance commerciale a été marquée par une baisse des exportations, imputable aux produits agropastoraux et pétroliers. L'effet négatif sur les exportations s'expliquerait par les perturbations qu'ont connues les exportations des produits agropastoraux du fait des mesures de contrôles sanitaires au niveau du transport des marchandises prises par certains pays et les fermetures des frontières aux personnes. En outre, les importations ont progressé en 2020, en raison de la hausse des achats des produits alimentaires et des kits dans le cadre de la gestion de la Covid-19.

Par ailleurs, il est ressorti une baisse des Investissements Directs Etrangers (IDE) du fait des retards d'acheminement des équipements nécessaires aux travaux. En outre, les recettes de voyage ont fléchi en lien avec la baisse des activités des secteurs hôteliers et des transports induite par l'annulation de plusieurs conférences et de la fermeture des frontières aux voyageurs. Par ailleurs, la situation serait aussi marquée par le reflux des réceptions des ONG.

En outre, la gestion de cette crise sanitaire a affecté les prévisions de mobilisation des recettes internes et créé des dépenses nouvelles, notamment au niveau du secteur de la santé et de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, dans le cadre du soutien aux agents économiques impactés par la situation sanitaire et ses effets, le Gouvernement a initié une révision de certaines dispositions fiscales contenues dans la loi des finances initiale.

En raison de la Covid-19, les estimations disponibles situent le taux de croissance économique à 3,6%, imputable essentiellement à une bonne campagne agricole. Les projections d'avant la Covid-19 tablaient sur un taux de croissance économique de 6,0% en 2020 (secteurs primaire (+5,8%), secondaire (+6,5%) et tertiaire (+6,5%)).

1.1. Balance commerciale de biens

Le déficit commercial a connu une détérioration de 74.377 millions ou 10,6% en 2020, passant de 703.155 millions en 2019 à 777.533 millions en 2020 (cf. tableau 3). Le ratio du déficit commercial au PIB suit la même dynamique, en passant de 9,3% en 2019 à 9,8% en 2020.

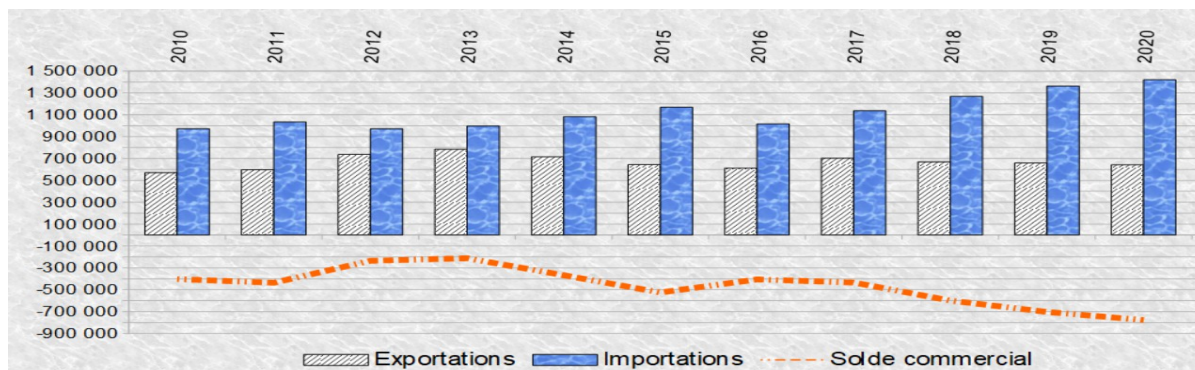
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations totales ajustées	611 743	701 843	668 217	659 728	642 345
Total importations fob de biens	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878
Balance commerciale	-405 479	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533
Balance commerciale sur PIB	-6,6%	-6,7%	-8,4%	-9,3%	-9,8%
Taux de couverture des importations par les exportations	60,1%	61,8%	52,7%	48,4%	45,2%

Source : BCEAO

Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflètent mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2010 à 2020

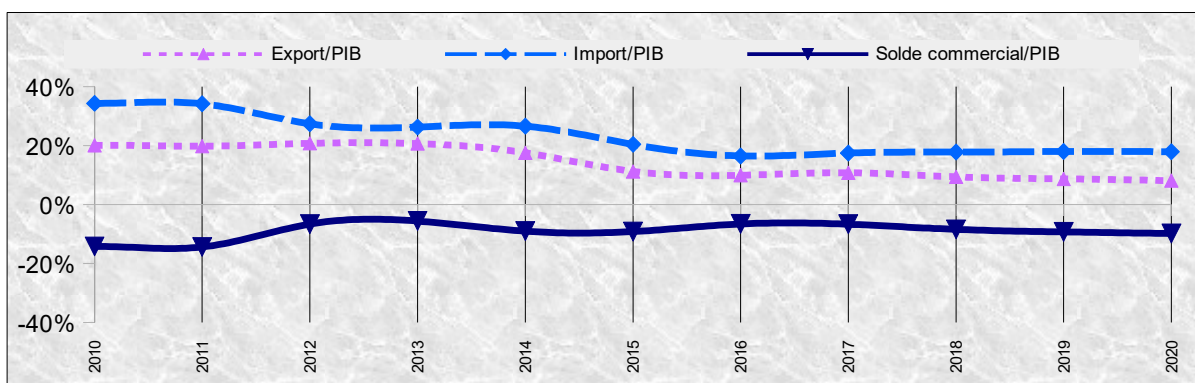


Source : BCEAO

La dégradation du déficit commercial entre 2019 et 2020 résulte de la hausse des importations (+56.995 millions), conjuguée à une baisse des exportations (-17.383 millions). Les exportations sont passées de 659.728 millions en 2019 à 642.345 millions en 2020, soit une baisse de 2,6%, en raison principalement de la contraction des ventes des produits agropastoraux et pétroliers, malgré l'accroissement des expéditions uranifères et aurifères. S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 105.370 millions en 2020 contre 128.400 millions un an plus tôt, en lien avec la fermeture des frontières du Nigeria ayant entraîné une forte baisse des ventes. Pour l'uranium et l'or, le regain observé est dû à la hausse du prix conventionnel de l'uranium et du niveau du cours de l'or sur le marché international impulsant les quantités exportées, malgré la situation sanitaire préoccupante.

Concernant les importations, une poursuite des commandes, bien que morose, de biens d'équipement et intermédiaires imputable notamment aux travaux de construction d'infrastructures publiques et privées ainsi que des kits et médicaments dans le cadre de la gestion de la Covid-19 a été enregistrée. Au total, les achats extérieurs de biens ont enregistré une hausse de 4,2% par rapport à l'année 2019.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2010 à 2020



Source : BCEAO

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 45,2% en 2020, après 48,4% un an plus tôt. Le graphique 4, précédent, présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 4 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens (Montants en millions de F CFA)

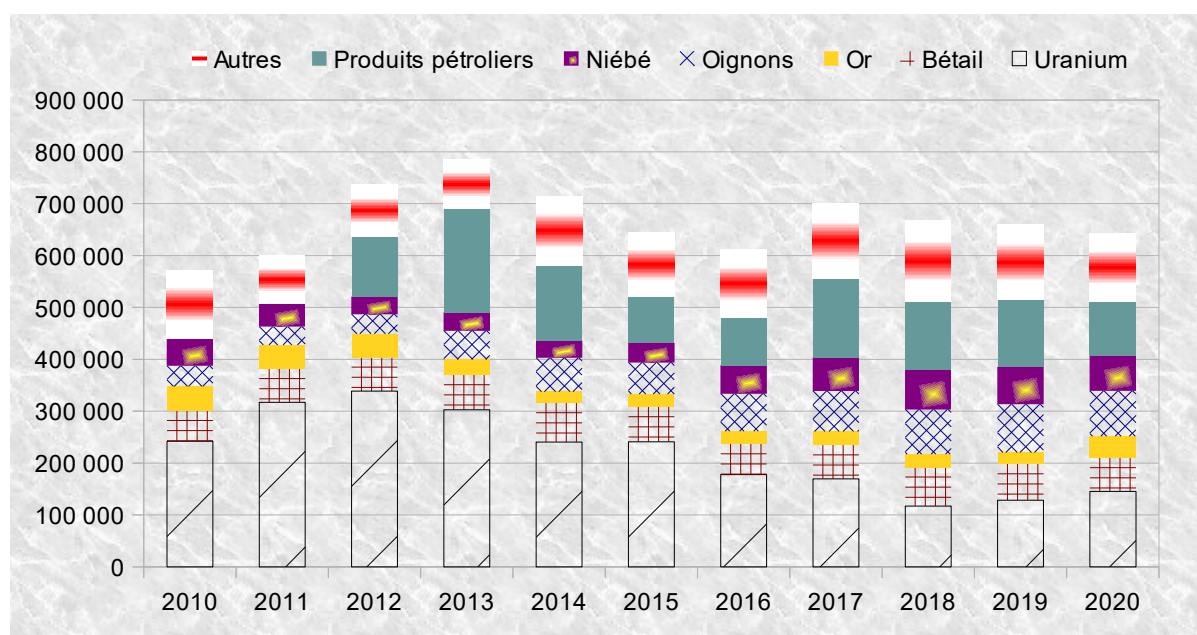
Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	587 240	675 679	642 805	637 351	600 554
- Uranium	177 680	169 556	117 191	128 485	145 470
- Pétrole raffiné	91 343	151 396	129 305	128 400	105 370
- Produits agropastoraux	186 480	208 486	238 576	236 248	219 354
- Autres produits	131 737	146 241	157 732	144 218	130 360
<i>Dont réexportations</i>	96 386	104 387	108 563	88 707	72 231
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	33	0	0	0
Or non monétaire	24 503	26 131	25 413	22 377	41 791
Total exportations de biens	611 743	701 843	668 217	659 728	642 345

Source : BCEAO

Le montant total des exportations ressort à 642.345 millions en 2020 contre 659.728 millions en 2019, soit une baisse de 2,6%, imputable principalement à la rubrique « marchandises générales ». Cette contre-performance provient notamment de la chute des expéditions des produits agropastoraux et pétroliers, atténuée par l'accroissement de celles d'uranium et d'or.

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé), des produits miniers (uranium et or) et pétroliers.

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits de 2010 à 2020



Source : BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

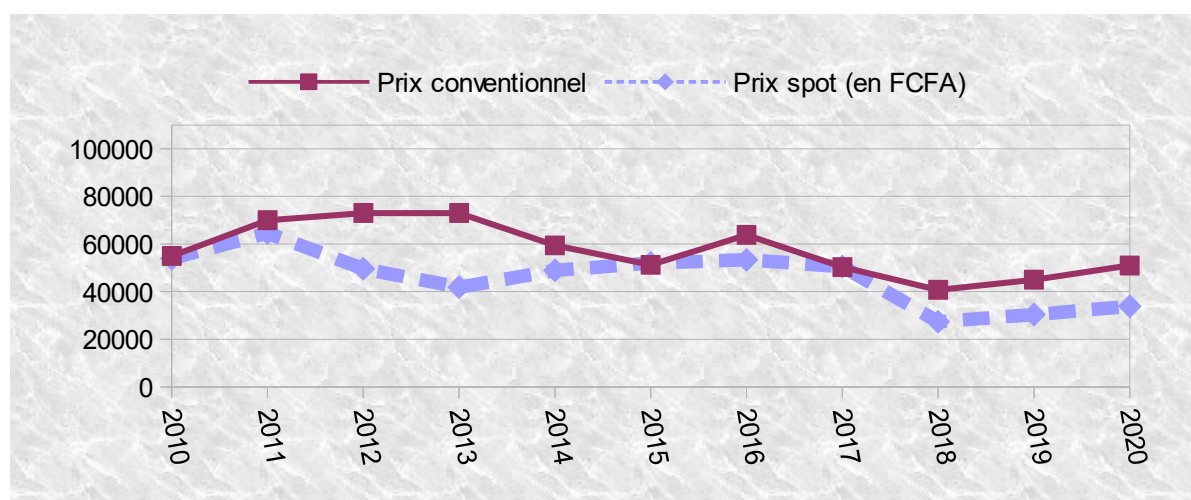
1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 2.904 tonnes en 2020 contre 2.923 tonnes en 2019. Par ailleurs, la production est passée de 2.982 tonnes en 2020 à 2.992 tonnes au cours de l'année sous revue. Les expéditions des filiales d'ORANO (Ex-Areva) au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Air (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), intégrant celles pour le compte de la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN²), ont porté respectivement sur 1.786,0 tonnes et 1.118,0 tonnes, contre 1.824,0 tonnes et 1.099,0. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est de 45.000 Francs CFA pour la SOMAÏR et 60.000 Francs CFA pour la COMINAK en 2020, après 45.000 Francs CFA en 2019 pour les deux entreprises.

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR, y compris les enlèvements de la SOPAMIN, ont atteint 80.316,0 millions en 2020 contre 79.011,0 millions en 2019 et celles de la COMINAK de 65.154,0 millions en 2020 contre 49.474,0 millions un an plus tôt.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 145.470 millions en 2020, après 128.485 millions en 2019, soit une progression de 13,2% résultant de l'augmentation du prix conventionnel pour la COMINAK entre les deux années.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2010 à 2020



Source : BCEAO, Ministère des Mines

1.1.1.2.2. Pétrole

La production des produits pétroliers depuis novembre 2011 au Niger est assurée par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Elle a une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour. Ainsi, depuis 2012, le Niger exporte des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement du Nigéria, du Burkina Faso et du Mali par l'entremise de la SONIDEP et de la SORAZ (depuis août 2016).

²La SOPAMIN gère les parts de l'Etat du Niger dans le capital des sociétés minières. Elle ne fait pas des expéditions mais effectue des enlèvements sur les exportations de la SOMAÏR et de la COMINAK qu'elle vend sur le marché international.

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 105.370 millions en 2020 contre 128.400 millions en 2019 en raison de la baisse induite par la fermeture des frontières du Nigéria et de la chute des prix.

Encadré 2 : Mesures économiques prises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la Covid-19

En vue d'atténuer l'impact du choc induit par la crise sanitaire de la COVID-19 sur l'économie nationale, le Gouvernement a mis en œuvre un Plan Global de Réponse décliné en cinq composantes : (i) la gestion sanitaire de la pandémie, (ii) l'appui à la résilience du système éducatif, (iii) le soutien aux populations vulnérables, (iv) l'atténuation de l'impact économique et financier et (v) le renforcement de la résilience des producteurs du secteur agro-pastoral.

Pour le volet économique et financier, le Gouvernement a mis en œuvre une série de mesures aux plans fiscal, budgétaire et financier. Au plan fiscal, il a été enregistré : le report de la date limite du paiement de la vignette au 30 juin 2020, au lieu du 31 mars 2020 ; la suspension des contrôles fiscaux sur place pendant les mois d'avril et de mai 2020 ; la révision, exceptionnellement, du délai d'échéance de 15 jours à 90 jours pour la procédure de crédit d'enlèvement au cordon douanier.

Dans le domaine des transports, les mesures ont trait à : l'exonération du transport terrestre inter-urbain de la TVA pendant toute la durée de la suspension des activités ; le report de la date limite de paiement de la deuxième échéance de l'impôt synthétique du secteur de transport du 1er mars au 1er mai 2020. Concernant l'hôtellerie, les mesures portent sur : l'exonération des hôtels de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) au titre de l'exercice 2019 ; l'application d'un taux réduit de 10% en matière de TVA ; le rehaussement du taux d'amortissement appliqué sur les immeubles à usage d'hôtel qui passe, dorénavant, de 2% à 5%. Pour les agences de voyage, la mesure a porté sur la suspension des poursuites en matière de recouvrement des impôts et taxes jusqu'au 30 juin 2020.

Dans le domaine de la santé, la mesure concerne l'exonération des droits et taxes des douanes ainsi que toutes autres perceptions au cordon douanier sur certains produits importés utilisés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

Au plan budgétaire, la pandémie a conduit le Gouvernement à procéder à des réaménagements budgétaires importants pour tenir compte de l'impact de la crise et la mise en œuvre de décisions engagées dans la lutte contre la maladie.

D'autres mesures ont été entreprises pour accompagner les entreprises impactées par la crise de la COVID-19 à préserver l'emploi des salariés et compenser les pertes de valeurs ajoutées et relancer leurs activités, l'Etat a mis en place en partenariat avec l'APBEF-N, une ligne de crédit de 150 milliards, adossée à une garantie publique de 50 milliards.

S'agissant de l'encadrement des prix, par Arrêté N°037/MC/PSP/DGC/LCV/DL du 3 avril 2020, fixant les prix plafond des produits de grande consommation et de première nécessité, le Ministre en charge du Commerce a annoncé des mesures d'encadrement des prix des produits alimentaires.

Les Autorités monétaires ont également pris un certain nombre de mesures, en vue d'atténuer l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le système bancaire et le financement de l'activité économique dans l'Union. Il a été notamment mis en place, en relation avec la profession bancaire, un cadre adapté pour accompagner les entreprises privées qui rencontrent des difficultés pour rembourser les crédits qui leur ont été accordés, l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques, afin de permettre à celles-ci de maintenir et d'accroître le financement de l'économie. Le champ des mécanismes à la disposition des banques pour accéder au refinancement de la Banque Centrale a été aussi élargi. Il faut également noter la baisse des taux directeurs par le Comité de Politique Monétaire, l'allègement relatif à la prorogation d'une année du calendrier de mise en œuvre du dispositif prudentiel, l'ouverture d'un guichet spécial de refinancement dénommé "BON COVID-19", etc.

Sources : BCEAO

1.1.1.2.3. Or

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2020, se sont traduites par une baisse du volume, en s'établissant à 151,6 kg en 2020 contre 269 kg en 2019 La baisse des exportations s'est fortement ressentie du changement de l'actionariat de la SML³, malgré la hausse du prix du métal. Dans ces conditions, les expéditions de l'or industriel se sont établies à 4.637,5 millions en 2020, après 7.418,0 millions en 2019.

³ Après le retrait de SEMAFO, la société a été reprise par des investisseurs nigériens à hauteur de 75%, le reste étant détenu par l'Etat. Toutefois, cette reprise n'a pas permis de redresser la production de l'entreprise.

S'agissant de l'or orpaillé, les ventes à l'extérieur se sont situées à 37.153,8 millions en 2020, en lien avec les expéditions des Exploitations Minières Artisanales et à Petite Echelle. Ainsi, les exportations d'or en valeur ressortent à 41.791,3 millions en 2020 contre 22.377 millions l'année précédente.

1.1.1.2.4. Bétail

Les exportations de bétail ont régressé en 2020, avec une chute de 7,8% en valeur relative, ressortant à 64.370,4 millions, du fait des mesures prises dans le cadre de la riposte à la pandémie de la Covid-19 et la fermeture des frontières terrestres du Nigéria, principale destination de ce produit. En effet, la fermeture des frontières du Nigéria et la crise sanitaire ont plombé les expéditions nigériennes.

1.1.1.2.5. Oignon

La valeur des exportations d'oignon ressort à 87.647 millions en 2020 contre 92.974 millions en 2019, soit une baisse de 5,7%, en raison de la pandémie, malgré les effets de la mise en œuvre du comptoir de l'oignon et de ceux de l'initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles. En outre, ce produit est principalement destiné vers les autres pays de l'UEMOA et le Ghana

1.1.1.2.6. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigéria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

En 2020, la valeur ajustée des exportations de niébé s'est située à 67.336 millions, en baisse de 5,8% par rapport au niveau de 71.474 millions enregistré un an plus tôt, suite à la fermeture des frontières nigérianes et à la crise sanitaire, nonobstant une hausse de la production lors de la campagne agricole. En effet, la production est passée de 2.380.068 tonnes en 2019 à 2.629.771,8 tonnes en 2020. L'expédition de ce produit dépend non seulement de la campagne précédente, dont les stocks sont écoulés au cours de l'année suivante, mais également de celle en cours durant le dernier trimestre.

1.1.1.2.7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 130.359,0 millions en 2020 contre 146.214,0 millions en 2019, soit une chute de 10,8%, en raison de la diminution des réexportations de marchandises et des autres produits agropastoraux vers le Nigéria. En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés. Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations⁴ est ressorti à 9,7%, en hausse de 0,9% par rapport à son niveau de 2019. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 15%.

Tableau 5 : Evolution des intérêts de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations totales ajustées	611 743	701 843	668 217	659 728	642 345
Intérêts de la dette extérieure	38 720	37 946	53 428	59 132	62 347
Intérêts de la dette extérieure /Exportations	6,0%	5,4%	8,0%	9,0%	9,7%

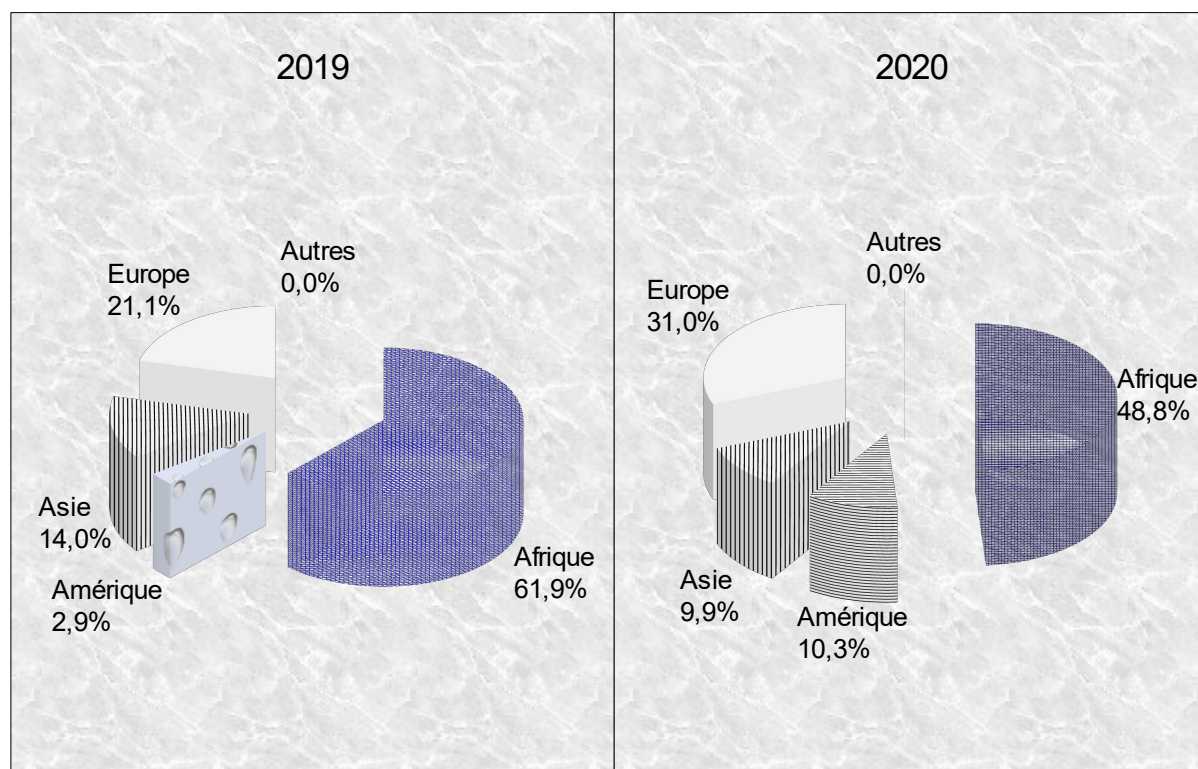
Sources : BCEAO et MF

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Europe et de l'Amérique et un repli de celles vers l'Afrique et de l'Asie.

L'Afrique est le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 48,8% de ses ventes en 2020, suivie de l'Europe (31,0%), de l'Amérique (10,3%) et de l'Asie (9,9%), comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2019 et 2020



Source : BCEAO

⁴ Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations consacrée au service de la dette extérieure. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Le maintien de l'Afrique à la place de premier client du Niger s'explique par les expéditions des produits pétroliers et dans une moindre mesure par celles du niébé, de l'oignon, des animaux sur pied et des réexportations.

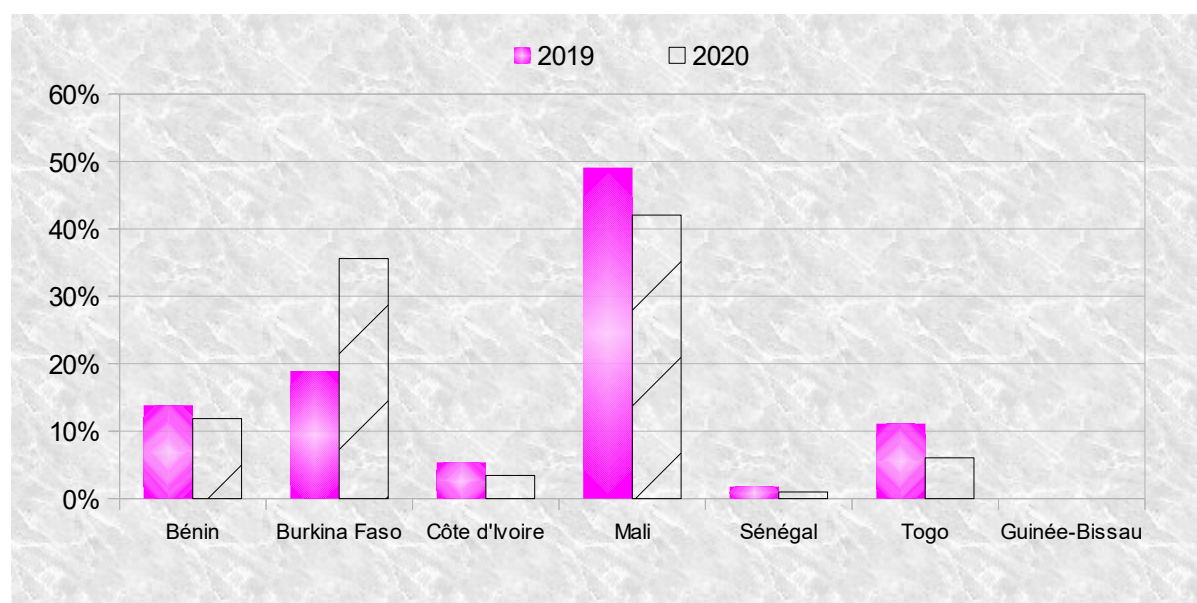
Quant à l'Europe, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 31,0% des échanges contre 21,1% un an plus tôt, en raison des ventes uranifères.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries⁵ relevées entre les pays de l'Union.

Il ressort que ces pays ont accueilli 34,7% des exportations du Niger en 2020 alors que ce niveau était de 24,9% en 2019. Cette situation est imputable principalement à la hausse des expéditions des produits pétroliers raffinés, en raison de la réorientation des échanges des produits raffinés vers le Mali et le Burkina Faso suite à la fermeture des frontières nigérianes.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignon, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina Faso, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. graphique 8).

Graphique 8 : Répartition des exportations UEMOA en 2019 et 2020 (en %)



Source : BCEAO

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 6 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

⁵ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la mise en place d'une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des Etats.

Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 616
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	0	0	262
Total importations fob de biens	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878
PIB nominal	6 162 424	6 494 705	7 114 526	7 567 893	7 909 345
Importations fob de biens /PIB	22,8%	17,5%	17,8%	18,0%	18,0%

Source : BCEAO

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

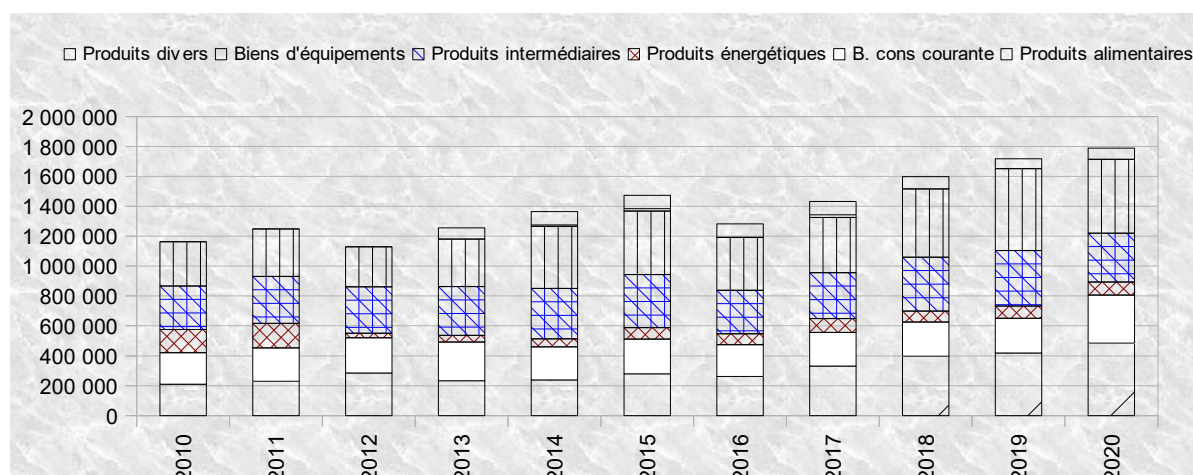
1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 27,6% du total des achats à l'extérieur en 2020 contre 31,9% en 2019, suivis des produits alimentaires (céréales, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.) avec 27,1% après 24,4% du total un an plus tôt. Viennent ensuite les biens intermédiaires (avec 18,2% en 2020 contre 21,7% l'année précédente), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, les biens de consommation courante (17,9%) et les autres biens (4,2%). Les produits pétroliers et énergétiques sont passés de 4,7% à 5,0% d'une année sur l'autre, constitués de carburéacteur, de la bitume et de l'électricité.

La chute des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec la baisse de la cadence d'infrastructures publiques et privées, en lien avec la chute des investissements directs étrangers, induite par la pandémie de la Covid-19.

La progression des achats des produits alimentaires est en lien avec l'accroissement des importations de céréales.

Graphique 9 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2010 à 2020



Source : BCEAO

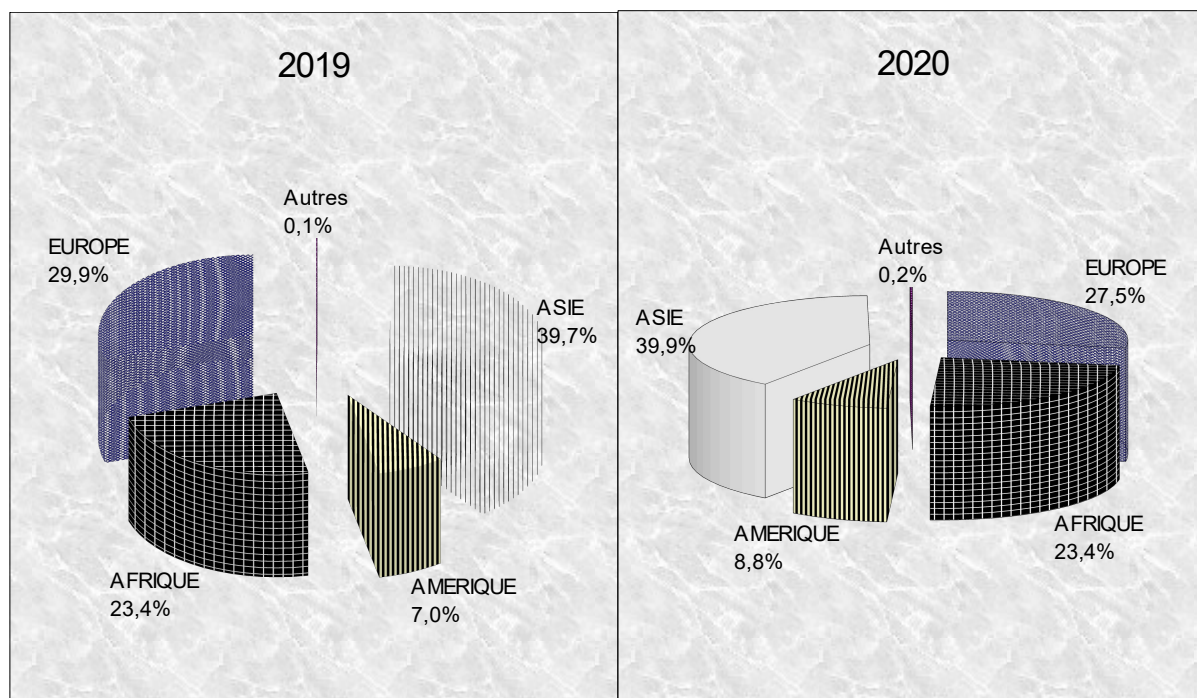
1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 39,9% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2020 contre 39,7% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie de l'Europe avec 27,5% (contre 29,9% en 2019) et l'Afrique avec 23,4% comme en 2019. Quant au continent américain, il a livré 8,8% des importations du Niger en 2020.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2019 et 2020

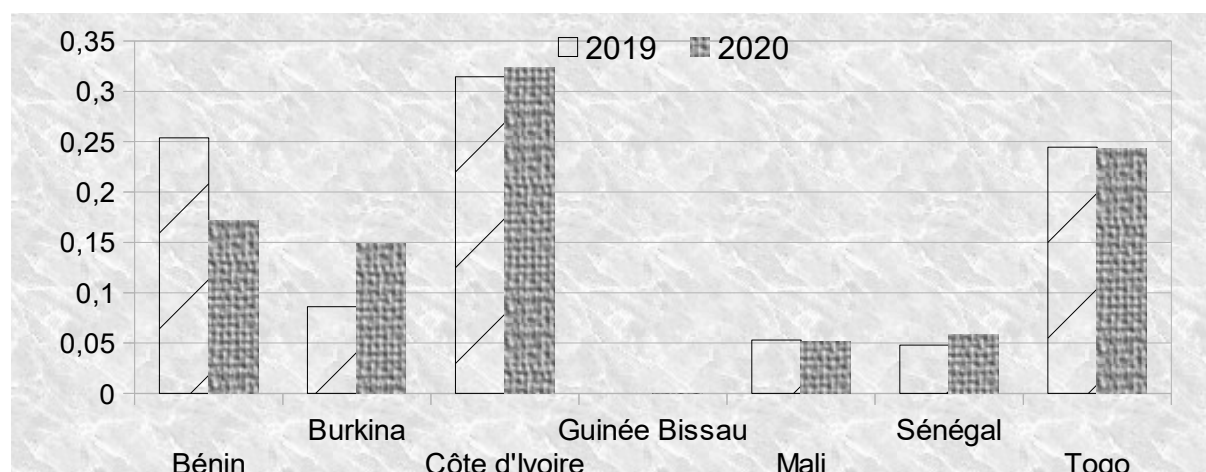


Source : BCEAO

Au niveau du continent africain, 55,6% des marchandises importées proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés.

Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établies à 208.261,2 millions en 2020 contre 208.754,3 millions à fin décembre 2019. Ces transactions sont dominées par la Côte d'Ivoire (32,4%), le Togo (24,4%) et le Bénin (17,2%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

Graphique 11 : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2019 et 2020



Source : BCEAO

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 17.660 millions pour ressortir à 491.227 millions en 2020 contre 473.567 millions en 2019, en ligne avec la progression des dépenses en fret et assurance induite par la hausse des importations, conjuguée à la baisse des recettes touristiques, des recettes de télécommunications liées au roaming et des transports de voyageurs, du fait de la pandémie de la Covid-19.

Le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'informations, de fabrication, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et maintenance, des travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, s'est situé à 108.591 millions en 2020 contre 104.053 millions un an plus tôt.

Les « autres services » ont connu une détérioration de 4.538 millions entre 2019 et 2020, en raison de la chute des recettes de télécommunications réalisées par les compagnies de téléphonie mobile, liées notamment à l'interconnexion, tempérée par les recettes portant sur les services de fabrication fournis aux non-résidents par les entreprises d'affinage d'or. En effet, les compagnies de téléphonie mobile réalisent des recettes dans le cadre de l'utilisation de leurs réseaux par des voyageurs étrangers et effectuent également des dépenses pour l'utilisation des plate-formes étrangères.

Tableau 7 : Evolution de la balance des services de 2016 à 2020

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	-283 514	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475
Voyage	1 516	1 664	1 852	7 645	1 839
Autres services	-80 991	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591
Total balance des services	-362 989	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est aggravé, passant de 377.158 millions en 2019 à 384.475 millions en 2020, imputable principalement à la progression des dépenses nettes en fret induite par la hausse des importations, tempérée par le transport de passagers.

Tableau 8 : Evolution du poste "transports" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Transports	-283 514	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475
- passagers	-17 121	-18 620	-16 848	-16 703	-2 370
- Fret	-263 313	-294 026	-331 873	-357 948	-368 365
- Autres	-3 080	-1 969	-1 840	-2 507	-13 740
Importations CAF de marchandises	1 281 942	1 431 643	1 597 623	1 717 559	1 789 386
Fret/Importations CAF	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 1.839 millions en 2020 contre 7.645 millions un an plus tôt, imputable à toutes ses composantes, en raison des mesures de restriction des déplacements dans le cadre de la Covid-19, notamment la non tenue du pèlerinage à la Mecque et de divers rencontres internationales. Les transactions du Niger avec les autres pays de l'Union ont porté sur 18.584,4 millions pour les recettes en 2020 contre 20.736,4 millions en 2019 et des dépenses de 13.533,6 millions après 24.586,5 millions en 2019.

Tableau 9 : Evolution du poste "voyages" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Voyages	1 516	1 664	1 852	7 645	1 839
- à titre professionnel	5 200	12 037	13 131	21 652	13 142
- à titre personnel	-3 684	-10 373	-11 279	-14 007	-11 303

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 10 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire des autres services de 108.591, en hausse par rapport au niveau de 104.053 millions atteint en 2019, imputable essentiellement aux recettes de télécommunications, tempérée par les services de fabrication fournis par les entreprises d'affinage d'or, les services de construction ainsi que les biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs.

Tableau 10 : Evolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-13 332	-25 833	-29 872	-20 230	-17 672
Travaux de construction	-56 526	-69 306	-62 971	-64 068	-56 389
Services d'assurance et de retraite	-3 641	-6 466	-5 670	-5 784	-7 184
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	10 800	9 056	12 201	18 502	-13 034
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-22 247	-38 538	-39 472	-43 361	-39 146
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	3 654	6 504	7 420	9 562	7 977
Divers autres services	301	-2 316	920	1 327	16 857
Total Autres services	-80 991	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591

Source : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière, ainsi que les télécommunications et les infrastructures de transport.

1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 6.719 millions pour s'établir à -119.733 millions en 2020, en liaison principalement avec la baisse de l'excédent des rémunérations des salariés et la hausse des paiements d'intérêts de la dette publique.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les versements communautaires à l'UEMOA et à la CEDEAO.

Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Rémunérations des salariés	7 473	10 779	12 249	13 921	3 830
Revenus des investissements	-97 093	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178
Dont intérêts sur la dette publique	-18 400	-16 400	-21 237	-22 198	-28 404
Autres revenus primaires	-7 073	-7 627	-9 203	-9 806	-10 385
Revenu primaire net	-96 694	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733

Source : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 3.830 millions en 2020 contre 13.921 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des revenus des travailleurs saisonniers du fait de la pandémie de la Covid-19 ayant réduit les déplacements.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est amélioré de 3.951 millions entre 2019 et 2020, en ressortant à -113.178 millions contre -117.128 millions en 2019, imputable aux dividendes versés malgré la hausse des paiements d'intérêts sur les engagements publics et privés. Concernant les intérêts hors titres publics de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 28.404,0 millions en 2020 contre 22.198,4 millions un an plus tôt, en lien avec les tirages effectués les années précédentes. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 25,1%, en progression par rapport à 2019.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe de 0,8% sur certaines importations.

Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Total des revenus des investissements	-97 093	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178
.Revenus des investissements directs	-78 257	-79 481	-75 620	-76 838	-80 789
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-18 400	-16 400	-21 237	-22 198	-28 404
. Autres revenus des investissements	-437	-12 728	-13 244	-18 091	-3 985
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	19,0%	15,1%	19,3%	19,0%	25,1%

Source : BCEAO

1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la France et du Luxembourg, passent de 193.100 millions en 2019 à un montant de 163.763 millions en 2020.

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 27.778,5 millions en 2020, provenant de l'Union Européenne et d'autres institutions et pays en lien avec la pandémie de la Covid-19. L'Etat a, en outre, contribué au fonctionnement des organisations internationales et aux autres transferts .

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 151.839 millions contre 149.266 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs. En 2020, les réceptions de fonds des migrants en provenance des autres pays de l'Union se sont situées à 53.171,5 millions contre 42.681,3 millions en 2019 et les envois se sont établis à 37.619,9 millions en 2020 contre 33.918,7 millions en 2019, à la faveur du développement des moyens de transferts.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 343.381 millions en 2020 contre 368.425 millions un an plus tôt, en rapport avec la baisse des transferts publics et privés, notamment les aides budgétaires et les réceptions des ONG.

Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
- Administration publique	82 828	132 077	142 443	219 159	191 542
. dont aides budgétaires	66 200	117 900	125 669	193 100	163 763
- Autres secteurs	82 075	107 427	127 648	149 266	151 839
. dont envois de fonds des travailleurs	32 367	43 972	50 083	62 296	68 361
Total revenu secondaire	164 903	239 504	270 091	368 425	343 381

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Le solde de ce compte s'est situé à 405.983 millions en 2020 contre 369.790 millions en 2019. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat.

Les dons projets d'un montant de 372.235 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale et des Etats Unis à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions pour le financement des infrastructures économiques.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné les ONG et la poursuite de la construction d'une université par la BID en faveur de l'Université Islamique au Niger.

Tableau 14 : Evolution du compte de capital (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
- Transferts de capital Adm. Publ.	204 025	200 973	303 264	320 939	372 235
. Remise de dette	0	0	0	0	0
. Autres transferts	204 025	200 973	303 264	320 939	372 235
- Transferts des autres secteurs	25 926	33 108	40 790	49 561	32 409
Total des transferts de capital	229 951	234 081	344 054	370 500	404 643
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-316	2 872	2 524	-710	1 339
Total compte de capital	229 635	236 953	346 578	369 790	405 983

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -873.947 millions en 2019 à -563.622 millions en 2020, imputable aux investissements directs étrangers et aux investissements de portefeuille.

Tableau 15 : Evolution du compte financier (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
- Investissements directs	-154 741	-179 784	-237 412	-401 419	-198 958
- Investissements de portefeuille	-99 135	-30 992	-79 253	-155 729	-9 764
- Dérivés financiers	0	0	0	0	0
- Autres investissements	-200 600	-162 189	-129 656	-316 799	-354 900
Compte financier	-454 476	-372 966	-446 320	-873 947	-563 622

Source : BCEAO

3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -198.958 millions en 2020 contre -401.419 millions en 2019, du fait notamment des retards d'acheminement des équipements nécessaires aux travaux de construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut nigérien avec la pandémie de la Covid-19. Cette situation a été accentuée par

l'accalmie enregistrée après le niveau record de 2019 avec les chantiers entrant dans le cadre de la conférence de l'Union Africaine. Toutefois, la poursuite de la prospection minière et pétrolière ainsi que des forages sur les champs d'Agadem ont marqué l'évolution des IDE, tempérée par la récupération des coûts pétroliers par la CNPC.

Encadré 3 : Bilan de mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social

Le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 adopté en Conseil des Ministres le 29 septembre 2017 avec son Plan d'Actions Prioritaires (PAP) constitue le premier document quinquennal de mise en œuvre de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI Niger-2035). Cette Stratégie retrace la Vision du peuple nigérien et représente le seul cadre de référence en matière de politique de développement du Niger à l'horizon 2035. Le PDES 2017-2021 a pour objectif de créer les conditions de transformation structurelle de l'économie nigérienne à travers deux piliers : la transformation du monde rural et le développement du secteur privé. Sa période de mise en œuvre a été marquée par certains défis majeurs, liés notamment à la sécurité, au croît démographique, au changement climatique et à la migration irrégulière, entravant la mise en œuvre dudit programme. Néanmoins, des progrès significatifs ont été enregistrés.

Au plan macroéconomique, les principaux indicateurs affichent une bonne performance. En effet, les efforts réalisés ont permis de soutenir la croissance avec un taux moyen de 5,77% sur la période et de contenir l'inflation à un taux moyen de 1,1% sur la période 2011-2020. En ce qui concerne les finances publiques, les résultats ont également été significatifs. En effet, 93,2% des ressources totales prévues sur la période 2011-2020 ont été mobilisées.

Pour la promotion du secteur privé, les réformes entreprises ont permis d'améliorer le climat des affaires. Le rang du Niger dans le classement mondial Doing Business a progressé de 42 faisant du Niger l'un des pays les plus réformateurs au monde. En ce qui concerne la sécurité, les moyens humains et matériels mis à la disposition des FDS ont permis de défendre l'intégrité du territoire national et assurer la protection des personnes et de leurs biens. Dans le domaine du développement rural, la mobilisation d'eau, l'aménagement des superficies cultivables et l'amélioration de la productivité des écosystèmes, dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative 3N, ont permis de renforcer les systèmes de production agro-sylvo-pastoraux. Ainsi, la production céréalière a augmenté de 48% et la production irriguée est multipliée par 5 par rapport à 2011.

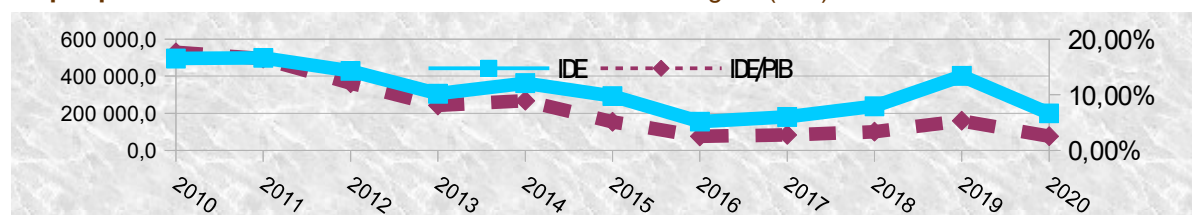
En matière d'infrastructures économiques, les réalisations ont concerné les investissements dans les routes ainsi que dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. En ce qui concerne les transports, plus de 1.200 km de routes bitumées ont été construits, 862,25 km réhabilités et des ouvrages de franchissement réalisés (échangeurs et ponts). En plus, d'importantes infrastructures aéroportuaires ont été réalisées grâce au programme de modernisation des villes. Les investissements dans le secteur de l'énergie ont permis d'améliorer le taux d'accès des ménages à l'électricité qui passe de 8,63% en 2010 à 14,7% en 2020. Relativement aux télécommunications, le taux de couverture nationale en services TIC s'est amélioré, passant de 54% en 2010 à 92,19% en 2020.

S'agissant du développement des secteurs sociaux, les indicateurs d'accès et de qualité de tous les niveaux d'enseignement ont globalement connu des améliorations. De même, les efforts portant sur le renforcement des infrastructures sanitaires et la poursuite des efforts de délivrance de services de proximité ont permis d'améliorer progressivement le taux de couverture sanitaire de 4,7 points de pourcentage pour s'établir à 50,1% en 2020.

SOURCE : Bilan de mise en œuvre du Programme la Renaissance

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) présente une tendance haussière entamée depuis 2003, avant leur stabilisation relative entre 2015 et 2018. Ce profil reflète l'intensification des activités aurifères ainsi que le regain des investissements dans les secteurs minier, pétrolier et des transports.

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2010 à 2020



Source : BCEAO

3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -155.729 millions en 2019 à -9.764 millions en 2020, en lien avec les remboursements des titres publics, émis précédemment par le Trésor public nigérien, effectués en faveur des autres Etats de l'Union et les autres prises de participation.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements sont passés d'un solde de -316.799 millions en 2019 à -354.900 millions en 2020, imputable à la hausse des tirages publics. En effet, les tirages publics nets ont connu une progression entre 2019 et 2020, passant de 268.780 millions à 385.997 millions. Pour le secteur privé, il est noté des remboursements des engagements antérieurs.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les créances et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 466.894 millions en 2019 à 396.519 millions en 2020, soit une diminution de 70.143 millions. Le tableau 16 ci-après donne l'évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale depuis 2016.

Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale
(Montants en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Créances sur les non-résidents	740 490	714 237	621 919	920 412	916 999	-6 566
Avoirs officiels de réserve	46 441	54 586	79 595	99 159	177 185	74 910
Monnaies Etrangères	1 403	1 237	676	2 135	3 080	944
Position de réserve au FMI	23 252	14 870	21 640	18 598	14 419	-5 963
Avoirs en DTS	21 785	38 480	57 279	78 425	159 687	79 929
Autres actifs extérieurs	694 050	659 651	542 324	821 253	739 814	-81 477
Engagements extérieurs	279 811	361 219	359 210	453 517	520 480	63 576
Engagements extérieurs de court terme	96 328	107 905	128 194	149 092	219 588	67 962
Crédits FMI	96 328	107 905	128 194	149 092	219 588	67 962
Autres engagements extérieurs	183 483	253 314	231 016	304 425	300 892	-4 386
Allocation DTS	52 652	49 024	50 129	50 170	48 874	-2 148
Dépôts transférables de non-résidents	1 741	2 021	2 113	3 231	2 173	-1 058
Autres dépôts non-résidents	3 586	2 387	3 163	10 509	5 158	-5 352
Autres comptes à payer non-résidents	125 504	199 882	175 610	240 515	244 687	4 172
ACTIFS EXTERIEURS NETS	460 679	353 018	262 709	466 894	396 519	-70 143

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 16 ci-dessus révèle que la baisse des actifs extérieurs nets en 2020 provient de celle des autres actifs extérieurs (-81.477 millions), tempérée par une hausse des avoirs officiels de réserve (+74.910 millions) en lien avec les concours du FMI.

4.2. Créances et engagements des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques se sont détériorés de 11.133 millions en passant de 174.421 millions en 2019 à 163.288 millions en 2020. Cette situation reflète une baisse des créances envers les non-résidents, plus importante que celle des engagements sur les non-résidents, comme l'indique le tableau 17 ci-après.

Tableau 17 : Evolution des créances et engagements des banques (Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Variation 2020/2019
Créances sur les non-résidents	242 040,0	276 204,0	284 073,0	435 416,0	375 519,0	-59 897
Avoirs en monnaies étrangères	1 843,0	1 691,0	2 232,0	2 259,0	1 853,0	-406
Dépôts	21 803,0	40 855,0	27 452,0	42 521,0	43 877,0	1 356
Dépôts transférables	15 817,0	32 988,0	26 805,0	39 032,0	35 070,0	-3 962
Autres dépôts	5 986,0	7 867,0	647,0	3 489,0	8 807,0	5 318
Crédits	40 696,0	82 309,0	160 008,0	185 693,0	137 484,0	-48 209
Autres crédits	40 696,0	82 309,0	160 008,0	185 563,0	137 484,0	-48 079
Titres autres qu'actions	176 284,0	150 329,0	90 756,0	200 570,0	188 560,0	-12 010
Actions et autres titres de participation	952,0	838,0	3 488,0	3 987,0	3 510,0	-477
Autres créances	462,0	182,0	137,0	386,0	235,0	-151
Engagements envers les non résidents	130 641,0	192 069,0	223 139,0	260 995,0	212 231,0	-48 764
Dépôts	32 782,0	55 893,0	142 940,0	145 254,0	114 183,0	-31 071
Dépôts transférables	24 222,0	49 827,0	99 113,0	93 251,0	90 877,0	-2 374
Autres dépôts	8 560,0	6 066,0	43 827,0	52 003,0	23 306,0	-28 697
Crédits	97 765,0	136 174,0	80 199,0	114 078,0	98 025,0	-16 053
Autres crédits	97 765,0	136 174,0	80 199,0	114 078,0	97 025,0	-17 053
Autres engagements	94,0	2,0	0,0	1 663,0	23,0	-1 640
Autres comptes à payer	94,0	2,0	0,0	1 663,0	23,0	-1 640
ACTIFS EXTERIEURS NETS	111 399	84 135	60 934	174 421	163 288	-11 133

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Actifs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2020 s'est traduite par une dégradation de 81.276 millions, imputable aux actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 80.036 millions contre un excédent de 317.935 millions en 2019.

Tableau 18 : Evolution des actifs extérieurs nets (AEN) (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Variation des AEN de la BC	23 299	107 661	90 309	-204 185	70 143
Variation des AEN du sect. Banc.	-3 356	27 264	23 201	-113 487	11 133
Solde monétaire	19 943	134 925	113 510	-317 672	81 276
Réévaluation	300	53	420	-263	-1 239
Ajustement passage manuel 2001 des statistiques monétaires	0	0	0	0	0
Solde global de la balance des paiements	-20 243	-134 978	-113 930	317 935	-80 036

Source : BCEAO

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent le patrimoine financier des agents entre le début et la fin de l'année.

5.1 Variation de la position extérieure globale

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -7.474.779 millions à fin 2020 contre un solde de -6.828.925 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements, conjuguée à une baisse des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2020 sont retracés à l'annexe 1.18.

Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2019 et 2020 (*Montants en millions*)

Poste	2 019	Autres flux	2 020
Stock d'actifs financiers	1 594 311	-14 210	1 553 818
Investissements directs	165 275	0	173 904
Investissements de portefeuille	116 999	0	119 472
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	388 510	0	343 443
Avoirs de réserves	100 140	-14 210	174 106
Droits de tirage spéciaux	79 758	-7 019	159 687
Position de réserve au FMI	20 381	-7 191	14 419
Autres avoirs	823 388	0	742 893
Stocks de passifs financiers	8 423 236	-11 800	9 028 598
Investissements directs	4 960 969	0	5 168 343
Investissements de portefeuille	635 371	0	647 773
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	2 826 895	-11 800	3 212 482
Monnaie fiduciaire et dépôts	142 866	0	133 433
Prêts	2 309 157	-9 652	2 669 694
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 286	0	1 875
Crédits commerciaux et avances	30 954	0	63 450
Autres comptes à payer/à recevoir	290 610	0	295 156
Droits de tirage spéciaux	51 023	-2 148	48 874
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-6 828 925	-2 410	-7 474 779

Source : BCEAO

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.594.311 millions en 2020 contre 1.553.818 millions en 2019.

Cette situation résulte principalement des avoirs extérieurs de la Banque Centrale et des banques. Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 9.028.598 millions en 2020 contre 8.423.236 millions en 2019, imputable principalement aux « investissements directs étrangers » et aux « autres investissements ».

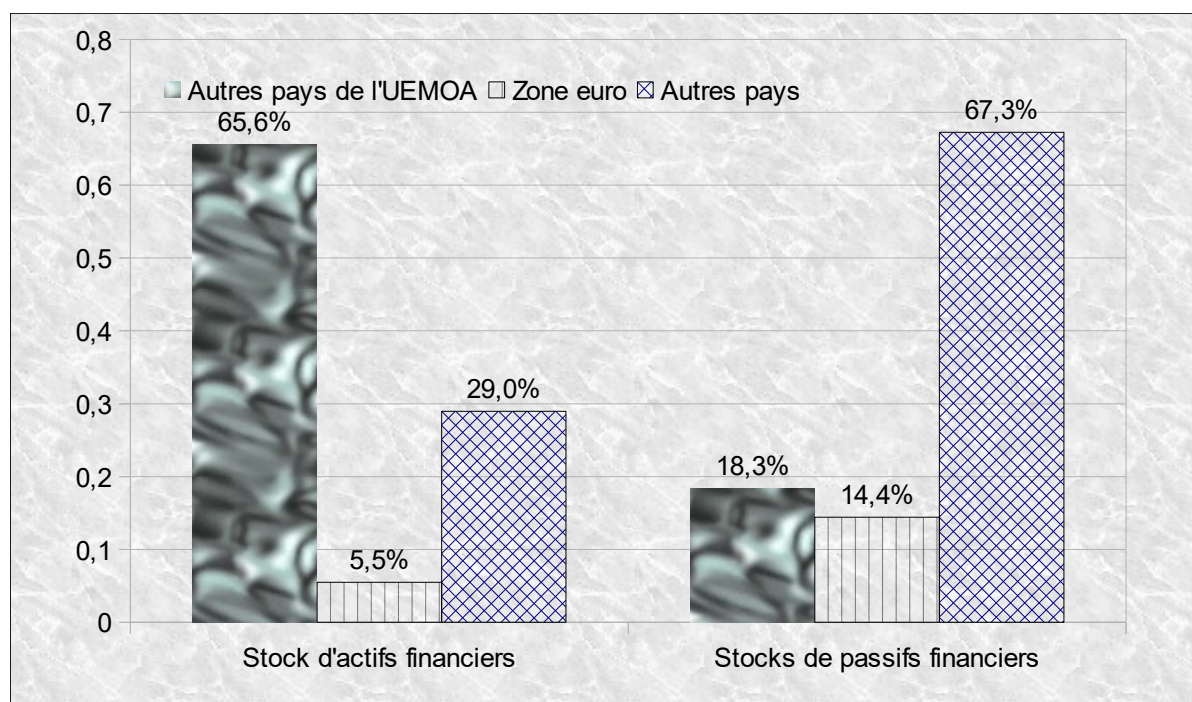
5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 65,6% et des autres pays avec 29,0% (voir graphique 13).

Les avoirs des autorités monétaires, les investissements directs étrangers et les autres investissements représentent respectivement 59,0%, 11,2% et 22,1% des stocks d'actifs.

Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (hors UEMOA et zone euro) (67,3%), la zone UEMOA (18,3%) et la zone euro (14,4%). Ils sont essentiellement constitués des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts, des crédits commerciaux et des autres comptes à payer/ à recevoir.

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2020



Source : BCEAO

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements du Niger est ressorti déficitaire de 80.036 millions en 2020 contre un excédent de 317.935 millions enregistré en 2019. Cette évolution résulte de la dégradation du déficit du solde des transactions courantes et de capital, conjuguée à une baisse de l'excédent du compte financier.

Cette situation traduit pour l'essentiel la baisse des exportations de biens et services ainsi que le ralentissement des investissements directs étrangers occasionnés par la pandémie mondiale de la Covid-19.

Le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%. A cet égard, il s'avère nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des programmes de développement économique et social et des politiques sectorielles, singulièrement l'Initiative-3N, de lever les contraintes qui pèsent sur l'exécution des grands projets d'investissements privés et publics.

A cet égard, les mesures suivantes sont préconisées pour un accroissement des exportations du Niger et l'amélioration du solde globale de la balance des paiements :

- **diversifier l'offre locale de produits alimentaires, des biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation**, par le développement des chaînes de valeur des secteurs bétails, oignons, lait, sucre, sésame et riz, la création de nouvelles unités de production de ciment, afin de réduire les importations de ce produit, et diversifier l'offre de produits pétroliers raffinés avec la production du Jet A1 par la société de raffinage ainsi que l'élaboration et l'adoption d'une politique industrielle et la mise à jour de la politique commerciale et de promotion du secteur privé ;
- **accélérer les diligences relatives à la mise en œuvre du projet de création d'un Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE)**;
- **renforcer le soutien aux PME/PMI**, avec la mise en place d'un fonds de garantie, l'accélération de la mise en œuvre du dispositif de soutien aux PME/PMI, l'adoption de la Charte des PME, la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des PME, l'instauration de programmes d'éducation financière, l'accélération de la mise place de la finance islamique pour améliorer le taux de bancarisation, la réduction des délais de paiements des fournisseurs publics, la prise de mesures pour favoriser l'émergence d'entreprises locales championnes et la réduction des coûts des facteurs (énergie, transport), afin de mieux accompagner les entreprises du tissu productif de l'économie nationale et favoriser l'industrialisation du pays ;
- **Poursuivre l'amélioration de l'inclusion financière**, en vue d'une extension du réseau bancaire, notamment au niveau des zones frontalières à fortes potentialités économiques ;

- **poursuivre les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires**, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- **produire des notes sectorielles monographiques mettant en évidence les atouts et les faiblesses des différents secteurs économiques** ;
- **intensifier la mise en place des politiques visant l'accroissement de l'offre locale des services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et des bâtiments et travaux publics**, par le renouvellement du parc automobile, la poursuite du renforcement des plateaux techniques des centres de santé ainsi que l'amélioration de la qualité et la diversification de l'offre de formations, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- **poursuivre la mise en place de politiques visant à promouvoir les industries culturelles et touristiques**, à travers le renforcement de la sécurité des sites et l'amélioration de la qualité des œuvres artistiques et culturelles ;
- **renforcer la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du compte extérieur**, afin d'améliorer la qualité des statistiques produites au niveau national.

ANNEXES

Pages

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	39
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	40
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	41
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	42
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	43
Annexe 1.6 : Compte de biens	44
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	44
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	45
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	45
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	46
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	46
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	47
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	48
Annexe 1.14 : Evolution du compte de revenu primaire	48
Annexe 1.15 : Evolution du compte de revenu secondaire	48
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	49
Annexe 1.17 : Evolution du compte financier	49
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	50
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	51
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	52
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)	53
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2020 à partir des statistiques officielles	61
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2020	61
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020	62
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2019	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2019	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2019	62

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 392 237	2 437 348	-1 045 111
1.A	Biens et services	770 400	2 039 159	-1 268 759
1.A.a	Biens	642 345	1 419 878	-777 533
1.A.a.1	Marchandises générales	600 554	1 419 616	-819 062
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	72 231	0	72 231
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	262	-262
1.A.a.3	Or non monétaire	41 791	0	41 791
1.A.b	Services	128 054	619 281	-491 227
1.A.b.3	Transport	10 131	394 606	-384 475
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 075	369 440	-368 365
1.A.b.4	Voyage	48 749	46 910	1 839
1.A.b.0	Autres services	69 173	177 764	-108 591
1.B	Revenu primaire	83 039	202 772	-119 733
1.B.1	Revenus des salariés	46 113	42 283	3 830
1.B.2	Revenus des investissements	36 926	150 104	-113 178
1.B.3	Autres revenus primaires	0	10 385	-10 385
1.C	Revenu secondaire	538 798	195 418	343 381
1.C.1	Administrations publiques	194 455	2 913	191 542
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	163 763	0	163 763
1.C.2	Autres secteurs	344 344	192 505	151 839
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	253 735	185 374	68 361
2	Compte de capital	408 146	2 164	405 983
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1956,71	617	1 339
2.2	Transfert en capital	406 190	1 546	404 643
2.2.1	Administrations publiques	372 235	0	372 235
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 955	1 546	32 409
3	Compte financier	-26 283	617 375	-643 659
3.1	Investissements directs	8 629	207 587	-198 958
3.2	Investissements de portefeuille	2 473	12 238	-9 764
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	14 830	369 730	-354 900
3.5	Avoirs de réserves	-52 216	27 821	-80 036
6	Erreurs et omissions nettes	-1 826 667	-1 822 136	-4 530

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 392 237	2 437 348	-1 045 111
1.A	Biens et services	770 400	2 039 159	-1 268 759
1.A.a	Biens	642 345	1 419 878	-777 533
1.A.a.1	Marchandises générales	600 554	1 419 616	-819 062
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	72 231	0	72 231
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	262	-262
1.A.a.3	Or non monétaire	41 791	0	41 791
1.A.b	Services	128 054	619 281	-491 227
1.A.b.3	Transport	10 131	394 606	-384 475
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 075	369 440	-368 365
1.A.b.4	Voyage	48 749	46 910	1 839
1.A.b.0	Autres services	69 173	177 764	-108 591
1.B	Revenu primaire	83 039	202 772	-119 733
1.B.1	Revenus des salariés	46 113	42 283	3 830
1.B.2	Revenus des investissements	36 926	150 104	-113 178
1.B.3	Autres revenus primaires	0	10 385	-10 385
1.C	Revenu secondaire	538 798	195 418	343 381
1.C.1	Administrations publiques	194 455	2 913	191 542
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	163 763	0	163 763
1.C.2	Autres secteurs	344 344	192 505	151 839
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	253 735	185 374	68 361
2	Compte de capital	408 146	2 164	405 983
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1956,71	617,49	1 339
2.2	Transfert en capital	406 190	1 546	404 643
2.2.1	Administrations publiques	372 235	0	372 235
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 955	1 546	32 409
3	Compte financier	25 932	589 555	-563 622
3.1	Investissements directs	8 629	207 587	-198 958
3.2	Investissements de portefeuille	2 473	12 238	-9 764
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	14 830	369 730	-354 900
	Administration publique	0	385 997	-385 997
3.5	Autres secteurs	14 830	-16 267	31 097
6	Erreurs et omissions nettes	-1 826 667	-1 822 136	-4 530
7	Solde global	-52 216	27 821	-80 036
8	Avoirs et engagements extérieurs	52 216	-27 821	80 036
8.1	Banque centrale	-7 681	-76 585	68 903
8.2	Autres institutions de dépôts	59 897	48 764	11 133

Source : BCEAO

**Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements
en termes de transactions**
(En millions de FCFA)

	Poste	2016	2017	2018	2019	2020
1	Compte des transactions courantes	-700 258	-739 971	-902 614	-921 310	-1 045 111
1.A	Biens et services	-768 467	-874 017	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759
1.A.a	Biens	-405 479	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533
1.A.a.1	Marchandises générales	-429 982	-460 330	-624 910	-725 532	-819 062
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	96 386	103 456	108 563	88 707	72 231
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	33	0	0	-262
1.A.a.3	Or non monétaire	24 503	26 131	25 413	22 377	41 791
1.A.b	Services	-362 989	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227
1.A.b.3	Transport	-283 514	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-263 313	-294 026	-331 873	-357 948	-368 365
1.A.b.4	Voyage	1 516	1 664	1 852	7 645	1 839
1.A.b.0	Autres services	-80 991	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591
1.B	Revenu primaire	-96 694	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733
1.B.1	Revenus des salariés	7 473	10 779	12 249	13 921	3 830
1.B.2	Revenus des investissements	-97 093	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178
1.B.3	Autres revenus primaires	-7 073	-7 627	-9 203	-9 806	-10 385
1.C	Revenu secondaire	164 903	239 504	270 091	368 425	343 381
1.C.1	Administrations publiques	82 828	132 077	142 443	219 159	191 542
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	66 200	117 957	125 669	193 100	163 763
1.C.2	Autres secteurs	82 075	107 427	127 648	149 266	151 839
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	32 367	43 972	50 083	62 296	68 361
2	Compte de capital	229 635	236 953	346 578	369 790	405 983
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-316	2 872	2 524	-710	1 339
2.2	Transfert en capital	229 951	234 081	344 054	370 500	404 643
2.2.1	Administrations publiques	204 025	200 967	303 264	320 939	372 235
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	25 926	33 114	40 790	49 561	32 409
3	Compte financier	-454 476	-372 966	-446 320	-873 947	-563 622
3.1	Investissements directs	-154 741	-179 784	-237 412	-401 419	-198 958
3.2	Investissements de portefeuille	-99 135	-30 992	-79 253	-155 729	-9 764
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-200 600	-162 189	-129 656	-316 799	-354 900
3.4.0.3	Administration publique	-170 872	-161 374	-134 160	-268 780	-385 997
3.4.0.4	Autres secteurs	-29 728	-816	4 504	-48 019	31 097
6	Erreurs et omissions nettes	-4 097	-4 925	-4 214	-4 491	-4 530
7	Solde global	-20 243	-134 978	-113 930	317 935	-80 036
8	Avoirs et engagements extérieurs	20 243	134 978	113 930	-317 935	80 036
8.1	Banque centrale	23 600	107 714	90 729	-204 448	68 903
8.2	Autres institutions de dépôts	-3 356	27 264	23 201	-113 487	11 133

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Biens et services	-768 467	-874 017	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759
Biens	-405 479	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533
Services	-362 989	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227
Revenu primaire	-96 694	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733
Revenu secondaire	164 903	239 504	270 091	368 425	343 381
Solde du compte courant	-700 258	-739 971	-902 614	-921 310	-1 045 111
Solde du compte courant (hors dons)	-766 458	-857 928	-1 028 282	-1 114 410	-1 208 874
PIB Nominal	6 162 424	6 494 705	7 114 526	7 567 893	7 909 345
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-11,4%	-11,4%	-12,7%	-12,1%	-13,2%
Solde du compte courant (hors dons)	-12,4%	-13,2%	-14,5%	-14,6%	-15,3%
Dons (aides budgétaires)	66 200	117 957	125 669	193 100	163 763

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens et services	729 296	831 810	805 388	812 456	770 400
Importations de biens et services	1 497 763	1 705 827	1 871 038	1 989 178	2 039 159
Balance commerciale de biens et services	-768 467	-874 017	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	48,7%	48,8%	43,0%	40,8%	37,8%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	36,1%	39,1%	37,6%	36,8%	35,5%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens	611 743	701 843	668 217	659 728	642 345
Importations de biens	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878
Balance commerciale de biens	-405 479	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	60,1%	61,8%	52,7%	48,4%	45,2%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	26,4%	28,3%	27,2%	26,6%	26,1%

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	587 240	675 679	642 805	637 351	600 554
<i>Dont réexportations</i>	96 386	103 456	108 563	88 707	72 231
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	33,06	0	0	-262
Or non monétaire	24 503	26 131	25 413	22 377	41 791
Total exportations de biens	611 743	701 843	668 217	659 728	642 345

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Uranium	177 680	169 556	117 191	128 485	145 470
Bétail	59 217	65 446	74 742	69 804	64 370
Oignons	72 594	78 090	86 385	92 974	87 647
Pétrole raffiné	91 343	151 396	129 305	128 400	105 370
Niébé	54 669	64 950	77 450	71 474	67 336
Or non monétaire	24 503	26 131	25 413	22 377	41 791
Autres march. Géné.	131 736	146 274	157 732	146 214	130 360
dont réexportation	96 386	104 387	108 563	88 707	72 231
Total exportations de biens	611 743	701 843	668 217	659 728	642 345

Source : BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
EUROPE	195 139	188 113	121 857	93 922	132 488
France	169 958	157 439	106 552	85 826	122 273
Espagne	210	15	45	5 492	7 334
Allemagne	8	170	903	958	1 743
AFRIQUE	289 062	384 707	248 314	276 022	208 929
UEMOA	91 522	147 642	92 994	111 333	148 481
Bénin	11 173	39 057	15 163	15 377	17 612
Burkina	19 277	28 220	15 638	21 055	52 860
Côte d'Ivoire	4 495	3 485	4 886	5 955	5 118
Guinée-Bissau	2	70	10	0	0
Mali	45 319	69 243	43 523	54 667	62 458
Sénégal	738	3 620	1 111	1 922	1 476
Togo	10 519	3 947	12 664	12 356	8 957
CEDEAO (hors UEMOA)	168 663	204 222	151 559	148 556	32 488
Nigeria	158 709	199 213	125 885	116 899	23 275
Ghana	9 187	4 729	25 610	31 560	9 054
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	28 877	32 843	3 761	0	27 960
AMERIQUE	18 815	22 266	21 083	13 134	44 061
USA	18 453	21 969	20 369	12 265	12 572
Canada	78	4	20	863	31 489
Autres	285	293	695	6	0
ASIE	724	5 497	71 953	62 506	42 537
Chine	142	2 097	26 359	164	91
Dubai	250	2 458	20 165	22 377	37 154
Corée du Sud	0	13	250	17 830	1
Japon	12	15	3 155	21 150	5 149
Autres pays	91	363	161	1	36
TOTAL	503 832	600 947	463 369	445 585	428 052

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la quatorzième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878
Importations de biens / PIB	16,5%	17,5%	17,8%	17,9%	18,0%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	261 619	331 330	397 560	419 142	485 301
Autres biens de consommation courante	211 941	225 166	227 533	231 193	320 198
Produits pétroliers et énergétiques	72 857	93 290	73 886	81 257	88 576
Matières premières et biens intermédiaires	291 989	305 560	360 792	372 898	326 221
Biens d'équipement	352 884	370 368	456 111	547 207	494 623
Produits divers	90 653	105 929	81 741	65 863	74 468
Total importations de biens CAF	1 281 942	1 431 643	1 597 623	1 717 559	1 789 386
Total importations de biens FOB	1 017 221	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878

Source : BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2016	2017	2018	2019	2020
EUROPE	209 438	250 487	322 334	398 855	440 249
France	103 097	120 252	156 590	170 984	195 833
Royaume-Uni	2 839	1 492	3 711	2 763	1 662
Allemagne	28 849	22 877	34 418	26 773	29 305
Pays-Bas	9 894	19 287	8 441	9 537	12 202
Espagne	7 095	7 498	8 528	6 757	8 446
Italie	10 192	11 580	15 335	16 780	7 780
AFRIQUE	291 029	310 007	378 590	391 009	374 426
UEMOA	164 704	176 247	202 858	208 754	208 261
Bénin	46 307	31 904	56 534	52 972	35 858
Burkina	10 299	12 936	12 489	17 993	31 135
Côte d'Ivoire	26 208	44 930	59 606	65 647	67 523
Guinée-Bissau	20	0	0	0	7
Mali	14 952	19 482	19 234	11 067	10 783
Sénégal	17 430	10 977	9 083	10 041	12 239
Togo	49 489	56 019	45 912	51 035	50 717
CEDEAO (hors UEMOA)	100 158	96 538	133 017	122 558	119 389
Nigeria	68 753	66 378	92 564	87 318	80 175
Ghana	31 374	30 026	40 395	35 122	39 133
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	26 166	37 222	42 716	59 697	46 775
AMERIQUE	88 545	162 396	134 444	116 258	141 426
USA	72 468	141 560	108 673	93 178	94 210
Brésil	9 925	15 017	19 797	16 380	30 594
Argentine	2 613	1 254	1 536	1 415	1 134
ASIE	397 460	376 151	568 497	662 612	638 352
Japon	39 585	38 172	35 887	47 509	49 628
Pakistan	6 681	7 823	15 726	6 929	31 352
Rep,Pop,Chine	182 952	132 647	293 269	331 237	320 599
Inde	39 435	27 704	35 506	57 298	71 243
Arabie Saoudite	997	618	974	960	1 189
Thaïlande	66 217	106 123	129 963	129 980	102 740
Autres	61 593	63 064	57 171	88 699	61 601
Autres pays	5 144	7 437	4 338	2 091	3 758
TOTAL	991 616	1 106 478	1 508 204	1 570 825	1 598 210

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Transport	-283 514	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475
<i>Dont fret</i>	-263 313	-294 026	-331 873	-357 948	-368 365
Voyage	1 516	1 664	1 852	7 645	1 839
Autres services	-80 991	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591
Total services nets	-362 989	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte «revenu primaire»*(En millions de FCFA)*

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Rémunérations des salariés	7 473	10 779	12 249	13 921	3 830
Revenus des investissements	-97 093	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178
<i>Dont intérêts sur la dette publique hors titres</i>	-18 400	-16 400	-21 237	-22 198	-28 404
Autres revenus primaires	-7 073	-7 627	-9 203	-9 806	-10 385
Revenu primaire net	-96 694	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte «revenu secondaire»*(En millions de FCFA)*

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Administration publique	82 828	132 077	142 443	219 159	191 542
<i>Dont aide budgétaire</i>	66 200	117 957	125 669	193 100	163 763
Autres secteurs	82 075	107 427	127 648	149 266	151 839
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	32 367	43 972	50 083	62 296	68 361
Revenu secondaire net	164 903	239 504	270 091	368 425	343 381

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-316	2 872	2 524	-710	1 339
Transferts de capital	229 951	234 081	344 054	370 500	404 643
Administration publique	204 025	200 967	303 264	320 939	372 235
<i>Dont remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
Autres secteurs	25 926	33 114	40 790	49 561	32 409
Solde du compte de capital	229 635	236 953	346 578	369 790	405 983

Source : BCEAO**Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)***(En millions de FCFA)*

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Investissements directs	-154 741	-179 784	-237 412	-401 419	-198 958
Investissements de portefeuille	-99 135	-30 992	-79 253	-155 729	-9 764
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-200 600	-162 189	-129 656	-316 799	-354 900
Solde du compte financier	-454 476	-372 966	-446 320	-873 947	-563 622

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Poste	2 019	Autres flux	2 020
A	Stock d'actifs financiers	1 594 311	-14 210	1 553 818
1	Investissements directs	165 275	0	173 904
2	Investissements de portefeuille	116 999	0	119 472
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	388 510	0	343 443
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	54 654	0	55 069
4.3	Prêts	250 693	0	189 722
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 304	0	1 735
4.5	Crédits commerciaux et avances	81 467	0	96 674
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	392	0	243
5	Avoirs de réserves	100 140	-14 210	174 106
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	79 758	-7 019	159 687
5.3	Position de réserve au FMI	20 381	-7 191	14 419
6	Autres avoirs	823 388	0	742 893
B	Stocks de passifs financiers	8 423 236	-11 800	9 028 598
1	Investissements directs	4 960 969	0	5 168 343
2	Investissements de portefeuille	635 371	0	647 773
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	2 826 895	-11 800	3 212 482
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	142 866	0	133 433
4.4	Prêts	2 309 157	-9 652	2 669 694
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 286	0	1 875
4.6	Crédits commerciaux et avances	30 954	0	63 450
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	290 610	0	295 156
4.8	Droits de tirage spéciaux	51 023	-2 148	48 874
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-6 828 925	-2 410	-7 474 779

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2020

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	916 999	175 207	0	461 612	20 490	441 122	1 553 818
1	Investissements directs	0	0	0	173 904	0	173 904	173 904
2	Investissements de portefeuille	0	4 245	0	115 227	10 212	105 015	119 472
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	170 962	0	172 481	10 278	162 203	343 443
5	Avoirs de réserves	916 999	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	916 999
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	159 687	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	159 687
5.3	Position de réserve au FMI	14 419	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	14 419
5.4	Autres avoirs de réserve	742 893	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	742 893
								0
	Stocks de passifs financiers	521 931	206 377	2 836 791	5 463 499	5 991	5 457 507	9 028 598
1	Investissements directs	0	0	0	5 168 343	n.a.	5 168 343	5 168 343
2	Investissements de portefeuille	0	9 018	625 438	13 317	337	12 980	647 773
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	521 931	197 359	2 211 353	281 839	5 655	276 185	3 212 482
	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position extérieure globale nette	395 068	-31 170	-2 836 791	-5 001 886	14 499	-5 016 385	-7 474 779

Source : BCEAO

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2020

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	665 307	104 793	783 718	1 553 818
1	Investissements directs	94 177	32 331	47 396	173 904
2	Investissements de portefeuille	59 423	20 000	40 049	119 472
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	194 091	52 462	96 891	343 443
5	Avoirs de réserves	0	0	174 106	174 106
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	159 687	159 687
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	14 419	14 419
6	Autres avoirs extérieurs	317 616	0	425 277	742 893
	Stocks de passifs financiers	1 625 488	1 439 296	5 963 813	9 028 598
1	Investissements directs	298 757	1 181 992	3 687 594	5 168 343
2	Investissements de portefeuille	642 200	3 408	2 166	647 773
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	684 531	253 897	2 274 054	3 212 482
	Position extérieure globale nette	-960 181	-1 334 503	-5 180 095	-7 474 779,5

Source : BCEAO

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 392 237	2 437 348	-1 045 111
1.A	. - - Biens et services	770 400	2 039 159	-1 268 759
1.A.a	. - - - Biens	642 346	1 419 878	-777 532
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	600 554	1 419 616	-819 062
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	72 231	0	72 231
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	262	-262
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	262	-262
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	41 791	0	41 791
1.A.b	. - - - Services	128 054	619 281	-491 227
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	20 715	1 835	18 880
1.A.b.1.1	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	20 715	1 835	18 880
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	81	17 753	-17 672
1.A.b.3	. - - - - Transport	10 131	394 606	-384 475
1.A.b.3.0	. - - - - - Pour tous les modes de transports	10 131	394 309	-384 178
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - Voyageurs	6 861	9 231	-2 370
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	3 433	0	3 433
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - Fret	1 075	369 440	-368 365
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - Autres	2 195	15 638	-13 443
1.A.b.3.1	. - - - - - Transports maritimes	0	367 945	-367 945
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - Fret	0	367 945	-367 945
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. - - - - - Transports aériens	8 978	10 557	-1 579
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - Voyageurs	6 783	9 003	-2 220
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - Fret	0	1 495	-1 495
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - Autres	2 195	59	2 136
1.A.b.3.3	. - - - - - Autres modes de transport	1 153	15 808	-14 654
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - Voyageurs	78	228	-150
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	3 433	0	3 433
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - Fret	1 075	0	1 075
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - Autres	0	15 579	-15 579
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	297	-297
1.A.b.4	. - - - - Voyages	48 749	46 910	1 839
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	31 576	18 434	13 142
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - Autres	31 576	18 434	13 142
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	17 173	28 476	-11 303
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - Santé	391	4 430	-4 040
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - Éducation	366	6 273	-5 906
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - Autres	16 416	17 773	-1 357

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	2 801	0	2 801
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	2 801	0	2 801
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	56 389	-56 389
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	56 389	-56 389
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	160	7 344	-7 184
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	35	6 325	-6 290
1.A.b.6.2	----- Réassurance	125	222	-97
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	0	636	-636
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	161	-161
1.A.b.7	----- Services financiers	480	124	356
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	480	124	356
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	29 658	42 692	-13 034
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	29 644	24 730	4 914
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	2	15 966	-15 963
1.A.b.9.3	----- Services d'information	12	1 997	-1 985
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	6 694	45 840	-39 146
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	7 242	-7 242
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	5 059	24 568	-19 509
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 635	14 030	-12 395
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	113	2 493	-2 379
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	92	2 493	-2 401
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	22	0	22
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	11 272	3 295	7 977
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	-- Revenu primaire	83 039	202 772	-119 733
1.B.1	---- Rémunération des salariés	46 113	42 283	3 830
1.B.2	---- Revenus des investissements	36 926	150 104	-113 178
1.B.2.1	----- Investissements directs	3 161	83 950	-80 789
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	454	50 911	-50 456
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	454	45 056	-44 602
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	400	44 206	-43 806
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	658	-658
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	54	192	-138
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	5 854	-5 854
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	2 706	33 039	-30 333
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	2 370	25 359	-22 989
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	29	-29
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	336	7 651	-7 315
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	11 682	31 933	-20 251
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	38	413	-375
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	2	413	-411
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	36	0	36
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	36	0	36
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	11 644	31 520	-19 877
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	5 179	7 636	-2 457
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	6 465	23 885	-17 420
1.B.2.3	.----- Autres investissements	22 084	34 221	-12 137
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	22 084	34 221	-12 137
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	10 385	-10 385
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	10 385	-10 385
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	-- Revenu secondaire	538 798	195 418	343 381
1.C.1	.---- Administrations publiques	194 455	2 913	191 542
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	135	-135
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	194 455	2 778	191 677
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	344 344	192 505	151 839
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	253 735	185 374	68 361
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	253 735	185 374	68 361
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	90 608	7 130	83 478
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	279	0	279
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	405	1 134	-728
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	90	54	36
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	232	5 442	-5 210
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	824	237	587
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	676	119	557
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	88 103	145	87 957
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	408 146	2 164	405 983
2.1	.-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	1 957	617	1 339
2.2	.-- Transferts de capital	406 190	1 546	404 643
2.2.1	.---- Administration publique	372 235	0	372 235
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	372 235	0	372 235
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 955	1 546	32 409
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	33 955	1 546	32 409
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 800 384	2 439 512	-639 128
	. Compte financier	-26 283	617 375	-643 659
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-26 283	617 375	-643 659
3.1	.-- Investissement direct	8 629	207 587	-198 958
3.1.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	5 000	43 974	-38 974
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	5 000	37 958	-32 958
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4 912	37 958	-33 046
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	88	0	88
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	6 016	-6 016
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.---- Instruments de dette	3 629	163 613	-159 983

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	3 815	148 600	-144 785
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-336	336
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	-186	15 349	-15 535
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	.-- Investissements de portefeuille	2 473	12 402	-9 928
3.2.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	5 214	9 322	-4 108
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	164	-164
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	5 214	9 158	-3 944
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	199	2	197
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 015	9 156	-4 141
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéficiaires	0	0	0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	.---- Titres de créance	-2 741	3 080	-5 821
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.2.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	3 080	-3 080
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0	-114 192	114 192
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	117 272	-117 272
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	-2 741	0	-2 741
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	-633	0	-633
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	-2 108	0	-2 108
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-2 741	0	-2 741
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	-633	0	-633

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	-2 108	0	-2 108
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	-- Autres investissements	-45 067	397 387	-442 454
3.4.1	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	416	-9 433	9 848
3.4.2.1	----- Banque centrale	0	-5 201	5 201
3.4.2.1.1	----- À court terme	0	-5 201	5 201
3.4.2.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 225	-4 232	5 457
3.4.2.2.0.1	----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	----- À court terme	1 225	-4 232	5 457
3.4.2.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	----- Autres secteurs	-809	0	-809
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	-809	0	-809
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	105	0	105
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	105	0	105
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-915	0	-915
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	-915	0	-915
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.3	---- Prêts	-60 971	370 189	-431 160
3.4.3.1	----- Banque centrale	0	77 614	-77 614
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	77 614	-77 614
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-60 971	-41 393	-19 578
3.4.3.2.1	.----- À court terme	-60 971	-54 167	-6 804
3.4.3.2.2	.----- À long terme	0	12 774	-12 774
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	385 997	-385 997
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	385 997	-385 997
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	0	-52 029	52 029
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	0	-187	187
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	-51 843	51 843
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-52 029	52 029
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	0	-187	187
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	-51 843	51 843
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	431	-411	842
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	431	-411	842
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	431	-411	842
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	15 207	32 496	-17 289
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	15 207	32 496	-17 289
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	15 210	28 980	-13 770
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	-3	3 516	-3 519

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2020 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	-3	0	-3
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	-3	0	-3
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 210	32 496	-17 286
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	15 210	28 980	-13 770
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	0	3 516	-3 516
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-150	4 546	-4 696
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	4 172	-4 172
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	4 172	-4 172
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-151	-3 303	3 152
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-151	-3 303	3 152
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	1	3 678	-3 676
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	0	3 678	-3 678
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	1	0	1
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1	3 678	-3 676
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	3 678	-3 678
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	1	0	1
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	7 681	0	7 681
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	86 947	0	86 947
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	1 228	0	1 228
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-80 494	0	-80 494
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-80 494	0	-80 494
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	944	0	944
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-81 439	0	-81 439
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 826 667	-1 822 136	-4 531

Source : BCEAO

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2020 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		17 374,9	5 193,1	0,0	24 349,2	20 320,2	1 073,4	5 210,2	73 521,0
	Burkina	2 683,8		13 066	0,0	24 026,0	30 857,9	6 590,7	13 014,4	90 239,0
	Côte d'Ivoire	31 767,4	291 698,0		642	383 920,7	67 522,6	75 559,5	31 220,0	882 330,0
	Guinée-Bissau	497,7			0,0		6,6	663,8		1 168,2
	Mali	758,5	41 462,8	41 608,5	129,1		5 777	53 953,0	1 819,4	145 507,9
	Niger	5 272,3	52 213,2	4 199,2	0,0	55 862,0		1 320	568,8	119 435,8
	Sénégal	11 113,4	30 128,6	118 466,8	33 997,7	493 013,5	12 183,3		11 032	709 935,7
	Togo	142 966,3	99 714,3	36 584,1	4 458,3	75 005,2	50 680,9	35 556,9		444 966
	UEMOA	195 059,4	532 591,9	219 118,0	39 226,9	1 056 176,7	187 347,8	174 717,7	62 865,3	2 467 103,5

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2020
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	2 300,7	1 196,9	79,2	282,3	15 538,3	38,7	10 988,4	30 424,4
	Burkina	823,0	0,0	15 727	0,0	20 985,3	276,7	42,3	821,8	38 675,8
	Côte d'Ivoire	911,1	5 003,2	0,0	174	0,0	0,0	2 867,3	162,6	9 118,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	289	0,0	2 685,1	0,0	2 973,9
	Mali	11 225,7	581,3	392,2	115,6	0,0	5 006	48 521,9	8 436,3	74 279,4
	Niger	12 339,6	646,7	918,7	0,0	6 596,1	0,0	156	8 388,4	29 045,4
	Sénégal	612,2	305,3	990,0	5 919,4	0,0	55,6	0,0	29	7 911,1
	Togo	311,1	2 257,6	1 722,1	17,2	36,3	36,3	35,7	0,0	4 416
	UEMOA	26 222,7	11 094,8	20 946,7	6 305,6	28 188,9	20 913,3	54 346,7	28 826,0	196 844,8

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020

60

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	103 945,5
	Burkina	3 506,8	0,0	28 793	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	128 914,8
	Côte d'Ivoire	32 678,6	296 701,3	0,0	816	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	891 448,4
	Guinée-Bissau	497,7	0,0	0,0	0,0	289	6,6	3 348,9	0,0	4 142,1
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7	0,0	10 783	102 474,8	10 255,8	219 787,3
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1	0,0	1 476	8 957,2	148 481,2
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9	0,0	11 061	717 846,7
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5	0,0	449 382
	UEMOA	221 282,2	543 686,7	240 064,6	45 532,5	1 084 365,5	208 261,2	229 064,3	91 691,3	2 663 948,3

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2019

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 889,9	37 640,6	85,1	12 335,1	15 376,6	15 471,8	123 229,2	207 028,5
	Burkina	13 469,2		343 494,0	0,0	55 897,5	21 055,0	39 081,2	86 534,5	559 531,4
	Côte d'Ivoire	6 064,6	28 957,6		103,2	41 355,7	5 954,8	97 052,4	54 232,3	233 720,5
	Guinée-Bissau	140,7	6,2	1 031,3		219,0	0,0	49 972,1	162,2	51 531,5
	Mali	52 158,1	34 256,4	342 045,4	324,9		54 667,5	574 129,7	51 878,4	1 109 460,4
	Niger	52 971,6	17 993,0	65 646,9	0,0	11 066,7		10 041,5	51 034,6	208 754,4
	Sénégal	707,9	5 552,2	80 738,3	5 669,4	102 050,7	1 922,2		8 129,4	204 769,9
	Togo	16 845,7	16 532,6	36 427,3	0,0	8 749,8	12 356,5	16 787,2		107 699,1
	UEMOA	142 357,8	106 187,7	907 024,1	6 182,7	231 674,6	111 332,7	802 535,7	375 200,6	2 682 495,8

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		13 967,2	13 359,4	16,7	3 432,5	4 971,9	965,1	14 361,3	51 074,1
	Burkina	4 914,8		15 416,3	16,2	8 143,2	2 181,9	9 690,4	2 924,3	43 287,1
	Côte d'Ivoire	1 216,5	8 308,1		0,0	6 546,1	963,0	1 032,6	731,3	18 797,5
	Guinée-Bissau	137,3	309,3	76,4		812,7	28,1	707,5	92,6	2 163,9
	Mali	274,4	1 314,3	3 112,5	4,5		437,9	2 915,4	510,2	8 569,1
	Niger	2 644,3	3 454,6	3 640,3	115,4	4 312,7		1 020,2	3 397,0	18 584,4
	Sénégal	1 666,0	1 876,7	3 333,7	1 861,6	2 709,4	2 742,8		2 856,7	17 046,9
	Togo	7 477,8	11 743,6	11 870,9	15,9	2 857,4	2 208,1	426,0		36 599,6
	UEMOA	18 331,1	40 973,8	50 809,6	2 030,2	28 814,0	13 533,6	16 757,2	24 873,3	196 122,7

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2019

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		19 402,5	16 140,2	113,9	3 414,7	5 977,3	2 952,7	22 406,7	70 407,9
	Burkina	3 232,6		29 967,1	156,8	11 566,3	1 025,7	2 682,6	729,5	49 360,6
	Côte d'Ivoire	4 021,4	8 617,4		141,0	9 132,2	6 047,0	2 460,6	1 788,9	32 208,4
	Guinée-Bissau	193,4	123,8	107,7		1 144,9	39,6	1 640,4	130,4	3 380,1
	Mali	1 213,0	4 082,8	9 428,3	33,6		1 686,2	4 101,0	1 358,0	21 902,8
	Niger	2 926,6	3 530,8	3 730,0	380,5	4 666,0		1 269,5	4 233,1	20 736,4
	Sénégal	4 338,3	4 854,5	7 546,1	4 907,1	6 020,6	6 068,2		6 425,7	40 160,6
	Togo	6 557,2	10 488,7	12 562,1	109,7	2 767,0	3 742,6	984,2		37 211,5
	UEMOA	22 482,4	51 100,4	79 481,5	5 842,5	38 711,7	24 586,5	16 090,9	37 072,3	275 368,3

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		5 978,5	11 811,5	261,8	4 089,3	10 911,1	6 857,5	2 738,9	42 648,5
	Burkina	3 388,8		34 774,9	96,5	9 240,7	2 711,9	8 259,7	3 874,8	62 347,3
	Côte d'Ivoire	6 511,1	13 027,9		336,9	14 047,2	2 272,0	16 565,8	6 900,3	59 661,4
	Guinée-Bissau	91,9	26,6	229,0		55,2	30,5	6 834,7	125,2	7 393,1
	Mali	1 883,9	12 094,3	59 579,4	776,8		7 827,4	23 767,2	2 525,0	108 454,0
	Niger	10 672,3	8 897,1	10 134,0	136,5	8 348,3		6 405,6	8 577,6	53 171,5
	Sénégal	5 186,9	11 441,1	25 599,2	6 507,9	28 997,8	4 412,0		5 026,7	87 171,7
	Togo	4 468,1	11 925,7	32 798,2	410,6	9 834,6	9 454,9	6 673,6		75 565,7
	UEMOA	32 203,0	63 391,3	174 926,2	8 527,1	74 613,1	37 619,9	75 364,0	29 768,6	496 413,2

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2019

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		6 232,6	11 730,0	680,4	4 219,6	7 382,7	6 755,5	2 529,5	39 530,3
	Burkina	3 332,9		21 622,8	216,8	5 219,6	2 745,2	8 001,7	3 832,6	44 971,7
	Côte d'Ivoire	6 722,2	20 245,5		396,2	15 404,1	4 780,7	9 224,2	6 701,0	63 473,9
	Guinée-Bissau	111,7	30,0	697,3		145,0	122,4	12 379,9	141,9	13 628,2
	Mali	2 505,9	13 833,0	68 448,3	1 586,2		5 655,7	27 729,4	2 701,7	122 460,3
	Niger	7 175,7	6 040,2	9 419,6	337,2	7 799,9		6 039,7	5 869,0	42 681,3
	Sénégal	5 092,4	9 336,4	24 010,1	4 903,4	35 204,9	3 729,9		5 125,7	87 402,9
	Togo	3 404,8	11 844,8	19 772,6	450,1	9 361,3	9 502,0	7 087,6		61 423,2
	UEMOA	28 345,6	67 562,5	155 700,7	8 570,4	77 354,6	33 918,7	77 217,9	26 901,3	475 571,8

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants»</i>)
Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignon, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,..) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, qui a séjourné à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int